
Rapport du Président**Proposition de prêt****République du Pérou****Projet d'amélioration des services de mise en marché
des produits agricoles (MERCAGRO)**Numéro du projet: 2000003907

Cote du document: EB 2025/LOT/P.26

Date: 8 décembre 2025

Distribution: Publique

Original: Espagnol

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 57.

Questions techniques:**Juan Diego Ruiz**Chef du bureau multipays pour la région andine
et le cône Sud
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: j.ruizcumplido@ifad.org**Fallon Casper Murcia**Responsable technique
courriel: fallon.casper@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Convenio de financiación negociado (le document sera mis à disposition avant la session)
- II. Marco lógico
- III. Matriz integrada de riesgos del proyecto

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rocío Medina
Directeur de pays/Chargé de programme de pays:	Juan Diego Ruiz
Responsable technique:	Fallon Casper Murcia
Responsable des finances:	Armando Cortez Tellez
Coordonnateur des opérations de pays:	Kenyi Cansino
Spécialiste climat et environnement:	Maemi Chinen
Juriste:	Michele Totah

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Pérou
Organisme d'exécution:	Ministère du développement agricole et de l'irrigation
Coût total du projet:	53,91 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	30,0 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires: délai de remboursement de... ans, y compris un différé d'amortissement de... ans, assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt de référence du FIDA et incluant une marge variable
Contribution de l'emprunteur:	23,91 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	19,85 millions d'USD

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Entre 2000 et 2019, le revenu par habitant au Pérou est passé de 3 304 USD à 6 612 USD (soit une augmentation de 100,1%). Le taux d'inflation moyen s'est établi à 2,7% au cours de la même période. En outre, entre 2000 et 2015, le secteur agricole a connu une croissance moyenne annuelle de 3,3%, faisant du Pérou l'un des pays de la région enregistrant la plus forte croissance agricole.
2. En 2020, l'économie péruvienne s'est contractée de 11,1% dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Le taux de chômage a atteint 12,8%, un taux deux fois supérieur à celui de 2019. Le salaire réel a reculé de 5,1% et le taux d'emploi informel a grimpé à 68,4%. L'année 2022 a été marquée par un léger rebond de l'économie, se traduisant par une croissance de 2,7% du produit intérieur brut (PIB). En dépit de la progression notable du secteur agricole (4,9%) et de l'économie en général (3,3%) en 2024, le secteur demeure fragile et vulnérable face aux phénomènes climatiques et à la volatilité des cours internationaux.
3. En 2024, la pauvreté monétaire touchait 27,6% de la population péruvienne, un chiffre en recul de 1,4% par rapport à celui de 2023 (29%), tandis que le taux d'extrême pauvreté s'établissait à 5,5%. La pauvreté rurale s'élevait à 39,3%, tandis que 31,8% de la population était exposée au risque de pauvreté en 2024.
4. En avril 2024, S&P Global Ratings a abaissé la note de crédit sur la dette souveraine à long terme en devises étrangères du Pérou de BBB à BBB- et la note de la dette à long terme en monnaie locale de BBB+ à BBB en raison du paysage politique complexe que connaît le pays et qui se maintiendra jusqu'aux prochaines élections présidentielles et législatives prévues en 2026.
5. **Alignement sur les politiques nationales.** Le projet contribue à la Politique agricole nationale 2021-2030, à la Politique nationale de développement et d'inclusion sociale à l'horizon 2030, au Plan national de compétitivité et de productivité 2019-2029, au Plan national d'infrastructures pour la compétitivité 2019 et à la Politique générale fixée par le Gouvernement pour le mandat présidentiel en cours.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le Projet d'amélioration des services de mise en marché des produits agricoles (MERCAGRO) a été validé comme:
 - ☒ incluant un financement climatique;
 - ☒ porteur de transformations en matière de genre;
 - ☒ axé sur les jeunes;
 - ☒ incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
7. **Genre.** Le taux d'activité des femmes rurales (75,4%) est inférieur à celui des hommes (90,6%) dans les départements participant au projet. L'écart de rémunération entre hommes et femmes est de 34%. Seules 30,8% des femmes rurales sont propriétaires foncières et leur accès aux prêts classiques reste limité.
8. **Jeunes.** Au Pérou, deux jeunes sur cinq peinent à accéder à l'éducation, à l'emploi et aux services de santé, et affichent un faible niveau de participation et d'inclusion sociale.

9. **Peuples autochtones.** Les peuples autochtones ont un accès limité au foncier, aux marchés, aux technologies et à l'information, sont davantage exposés à la pauvreté et à la variabilité climatique et présentent une forte insécurité alimentaire.
10. **Sécurité alimentaire et nutritionnelle.** Entre 2019 et 2021, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a doublé, jusqu'à atteindre 16,6 millions. Les cas d'anémie, de surpoids et d'obésité sont en hausse. Plus de la moitié des habitants ne peut accéder à une alimentation saine.
11. **Biodiversité et ressources naturelles.** Sur la période comprise entre 2001 et 2020, la déforestation de l'Amazonie s'est aggravée. En 2022, ce sont 144 682 hectares qui ont disparu. Les principaux facteurs de déforestation sont la faible productivité agricole par hectare, la pauvreté et la dégradation continue des sols causées par le surpâturage, la surfertilisation et le manque de liens avec les marchés.
12. **Contexte climatique.** Les phénomènes climatiques extrêmes, qui touchent particulièrement l'agriculture, vont se multiplier. Au total, 89% des infrastructures essentielles sont très vulnérables face aux phénomènes climatiques. Cette situation exacerbe les difficultés d'accès aux biens et services de base, engendrant des surcoûts ou des pertes économiques.
13. **Le MERCAGRO** encouragera la participation des femmes et des jeunes au sein des filières agricoles, tout en les aidant à s'intégrer aux marchés du travail locaux. La participation des femmes au projet sera d'au moins 40%, tandis que celle des jeunes atteindra au moins 25%. En outre, le projet facilitera l'amélioration des infrastructures à des fins de résilience climatique et contribuera à la réduction des émissions de carbone, tout en promouvant l'intégration des producteurs dans des marchés propices aux pratiques agricoles et après récolte durables.
14. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le projet a été validé comme incluant un financement climatique, porteur de transformations en matière de genre et axé sur les jeunes.

Justification de l'intervention du FIDA

15. **Le MERCAGRO** se veut une réponse au manque d'accès aux marchés des exploitants agricoles familiaux, une situation qui compromet leur capacité à créer des revenus et à jouir de moyens d'existence durables. L'agriculture familiale de subsistance¹ et intermédiaire représentent 98,2% du secteur de l'agriculture familiale. Parmi les exploitants familiaux, 46% destinent plus de la moitié de leur production à la vente, tandis que 75,7% considèrent que les revenus qu'ils tirent de l'activité agricole sont insuffisants pour couvrir les dépenses du ménage.
16. **Le projet** vise à approfondir les interventions du FIDA – par influence directe ou par une action sur les conditions environnantes – qui sont centrées sur l'accès aux marchés, en mettant l'accent sur les obstacles à la commercialisation et en promouvant l'accès des producteurs aux marchés au moyen d'une approche axée sur les filières, ce qui favorisera l'établissement de meilleures conditions pour la vente de leurs produits et améliorera, à long terme, les revenus et les moyens d'existence de leurs familles.

B. Enseignements à retenir

17. L'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP), le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) en vigueur et l'examen de ce dernier ont mis en évidence les enseignements suivants: i) il convient de mieux définir les cibles, la couverture territoriale et démographique, ainsi que l'articulation entre les composantes; ii) les approches territoriales permettent d'améliorer l'autonomisation

¹ L'agriculture familiale de subsistance concerne les parcelles agricoles de moins de deux hectares, contre des surfaces de deux à cinq hectares pour l'agriculture familiale intermédiaire.

économique durable des ménages et d'atteindre les familles les plus pauvres; iii) il est nécessaire de garantir la durabilité des investissements.

18. Les enseignements tirés du projet « Avanzar Rural » et du projet de développement territorial durable (PDTs) sont les suivants: i) les démarches participatives contribuent à l'appropriation, à la transparence, au contrôle social et à la durabilité; ii) il est utile de mesurer le niveau de maturité institutionnelle des organisations de producteurs; iii) les foires agricoles sont un lieu d'apprentissage pour les organisations de producteurs et elles encouragent leur mise en relation avec le consommateur final, mais ce format ne se prête pas forcément à toutes les filières; iv) il convient de fournir une assistance technique continue et spécialisée; v) les mesures spécifiques visant à promouvoir l'équité de genre et l'inclusion sociale sont efficaces; vi) pour assurer une gestion financière efficiente, il faut pouvoir compter sur une équipe financière rodée aux mécanismes du FIDA; au niveau de l'unité de coordination du projet (UCP), les ressources sont plus mobiles; vii) il convient de mettre en place un système de suivi comptable et financier automatisé, décentralisé et accessible à distance.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. **Objectif.** Le projet vise à améliorer l'intégration des exploitants agricoles familiaux au sein des services d'appui au développement de la production, afin de leur permettre d'accéder aux marchés de manière rentable, durable et inclusive. **Les ventes des producteurs issus des secteurs de l'agriculture familiale de subsistance et intermédiaire participant à l'initiative devraient augmenter d'au moins 20% d'ici à la fin de la période considérée (indicateur d'autonomisation 2).** Cela contribuera à l'amélioration des moyens d'existence des ménages participants, à une plus grande mobilité économique et à un renforcement de leur sécurité alimentaire (indicateur de base 2.1.1 du Cadre de gestion des résultats de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA et indicateur d'autonomisation 1). Il est attendu qu'au moins 80% des ménages jouissent d'une plus grande mobilité économique et renforcent leur sécurité alimentaire.
20. **Zone d'intervention.** Le projet sera exécuté selon une approche par corridors de commerce et devrait intégrer, sous réserve de révision finale, 78 districts et 33 provinces. Les districts enregistrant des niveaux élevés de pauvreté et de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire seront sélectionnés.
21. **Groupes cibles.** Les groupes cibles sont les producteurs issus des secteurs de l'agriculture familiale intermédiaire ou de subsistance qui i) vivent dans les zones rurales les plus touchées par la pauvreté, ii) sont organisés au sein de structures formelles, de groupes ou de réseaux; iii) disposent d'excédents de production qu'ils pourraient vendre, mais qu'ils peinent à commercialiser.
22. Les interventions prévues dans le cadre du projet devraient bénéficier à 22 900 ménages et à 76 486 personnes, dont 11 400 femmes, 6 625 jeunes et 3 435 personnes autochtones qui participeront directement.

B. Composantes, résultats et activités

23. **Composante 1: Des services d'appui propices à l'amélioration des capacités commerciales des exploitants agricoles familiaux.** L'objectif est de mettre en place des conditions plus favorables à la commercialisation des produits agricoles, au moyen d'investissements dans les services d'appui à la commercialisation. Cette composante comprend des activités d'alphabétisation financière et numérique.

Effet direct 1: Les exploitants agricoles familiaux prennent des décisions en connaissance de cause concernant la production et la commercialisation de leurs produits.

- 7 020 exploitants déclarent utiliser les informations fournies à l'appui de la production et de la commercialisation pour prendre des décisions.

Effet direct 2: Les exploitants agricoles familiaux et leurs organisations faîtières ont recours aux services financiers.

- 9 360 personnes vivant en milieu rural ont accès à des services financiers (épargne, crédit, assurance ou envois de fonds, entre autres).

Investissement: 5,2 millions d'USD (dont 70,1% apportés par le FIDA, soit 3,6 millions d'USD)

24. **Composante 2: Processus appropriés de récolte, de traitement après récolte et de commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale.** L'objectif est de renforcer les capacités des exploitants agricoles familiaux et de leurs organisations de producteurs, notamment celles des jeunes, des femmes et des personnes autochtones, afin qu'ils puissent se mettre durablement en relation avec des marchés plus exigeants et plus lucratifs, tout en consolidant leurs liens au sein des filières. Les mesures s'appuient sur l'analyse des lacunes et des possibilités commerciales, prenant pour référence les modèles associatifs de commercialisation.

Effet direct 3: Les membres des organisations de producteurs du secteur de l'agriculture familiale et les entreprises créées par des jeunes et des femmes renforcent leurs capacités afin de développer la commercialisation de leurs produits.

- 400 organisations de producteurs ruraux font état d'une augmentation des ventes (20%);
- 400 organisations de producteurs ruraux bénéficiant d'un appui fournissent des services nouveaux ou améliorés à leurs membres;
- 11 700 producteurs ruraux déclarent utiliser les techniques qu'ils ont apprises dans le cadre des activités d'assistance technique;
- 11 700 producteurs ruraux bénéficiant d'un appui appartiennent à une organisation de producteurs ruraux;
- 250 organisations de producteurs ruraux ont conclu des partenariats ou accords formels ou des contrats avec des entités publiques ou privées.

Effet direct 4: Les organisations de producteurs du secteur de l'agriculture familiale accèdent à des marchés spécialisés (marchés biologiques, marchés publics, marchés numériques, partenariats public-privé-producteurs).

- 125 organisations de producteurs indiquent avoir accès à des marchés spécialisés;
- 2 700 hectares de terres sont exploités selon des pratiques climatiquement résilientes;
- 9 360 ménages déclarent avoir adopté des technologies et des pratiques écologiquement viables et climatiquement résilientes.

Investissement: 32,5 millions d'USD (dont 81,1% apportés par le FIDA, soit 26,4 millions d'USD)

25. **Composante 3: Amélioration des interventions axées sur les liens avec les marchés et les voies de commercialisation facilement accessibles aux exploitants agricoles familiaux.** L'objectif est que les exploitants agricoles familiaux des zones sélectionnées aient accès aux circuits développés dans le cadre de l'approche territoriale retenue et les utilisent pour améliorer la commercialisation des produits agricoles. En outre, cette composante vise à renforcer leurs compétences en gestion et en commercialisation.

Effet direct 5: Les ménages commercialisent leurs produits agricoles par des voies de commercialisation (publiques) inclusives et durables.

- 7 577 ménages déclarent bénéficier d'un meilleur accès physique aux installations de commercialisation et de stockage;
- 16 marchés sont remis en état et pleinement opérationnels à la fin du projet;
- Une hausse d'au moins 75% du volume des produits commercialisés est enregistrée sur les marchés à la fin du projet.

Investissement: 8,9 millions d'USD (dont 16,6% apportés par le FIDA, soit 0,53 million d'USD)

C. Théorie du changement

26. **Le projet** vise à éliminer les obstacles empêchant les producteurs issus des secteurs de l'agriculture familiale de subsistance et de l'agriculture familiale intermédiaire, notamment les femmes, les jeunes et les personnes autochtones, d'accéder aux marchés de manière compétitive, rentable et durable. La levée de ces obstacles est envisagée selon trois chaînes de causalité sont envisagées: i) la facilitation de l'accès aux services d'information, d'appui technologique et d'intelligence économique pour une prise de décisions éclairée, ainsi qu'à des services financiers inclusifs et tenant compte des besoins des femmes, des jeunes et des personnes autochtones; ii) le renforcement des capacités commerciales des organisations de producteurs ou entreprises, des femmes, des jeunes et des personnes autochtones, et l'intégration de ces derniers au sein des filières; iii) l'amélioration des infrastructures publiques utilisées pour la commercialisation, en particulier les marchés de producteurs, et la coordination des acteurs des filières sur le territoire, en vue d'un meilleur accès aux marchés.

D. Alignement, appropriation et partenariats

27. **Le projet** est aligné sur six objectifs de développement durable (ODD): ODD 1 (pas de pauvreté), ODD 2 (sécurité alimentaire et amélioration de la nutrition), ODD 5 (égalité entre les sexes, autonomisation économique des femmes), ODD 10 (réduction des inégalités, croissance économique durable pour les jeunes, les ruraux et les femmes), ODD 13 (infrastructures et pratiques résilientes face aux changements climatiques) et ODD 15 (pratiques durables sur le plan environnemental). Le projet contribue par ailleurs directement à deux des quatre priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 au Pérou, à savoir: i) le bien-être des personnes et l'égalité des chances et ii) la compétitivité et la productivité inclusive et durable. Le projet est en outre pleinement conforme au Plan-cadre de coopération 2022-2026.
28. Alignement sur les objectifs stratégiques du COSOP, à savoir: objectif stratégique 1: accroître la résilience et la productivité des petits producteurs; objectif stratégique 2: améliorer durablement l'accès des petits exploitants aux marchés; et objectif stratégique 3: renforcer les institutions de développement agricole et rural.

E. Coût, avantages et financement

29. Les trois composantes du MERCAGRO sont comptabilisées en partie comme relevant du financement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA à ce projet au titre de ce type de financement est estimé à 19,85 millions d'USD, enveloppe entièrement consacrée au financement de l'adaptation.

Coût du projet

30. Le coût du projet se répartit entre trois composantes opérationnelles et une composante de gestion, d'administration et de suivi, pour un montant total de 53,91 millions d'USD. Ces coûts sont ventilés comme suit: 9% pour la composante 1, 60,3% pour la composante 2, 16,6% pour la composante 3 et 13,5% pour la gestion du projet (voir tableau 1).
31. Le projet s'articule autour de quatre catégories de dépenses d'investissement et d'une catégorie de dépenses ordinaires. La catégorie « assistance technique et formation » représente 23,3% des coûts, contre 1,2% pour la catégorie « équipement et matériel », 16,4% pour la catégorie « travaux de génie civil » et 49,1% pour la catégorie « stages ». La catégorie « dépenses ordinaires », qui englobe « salaires et frais de fonctionnement », représente 10,0% du coût total du projet (voir tableau 2). La période d'exécution totale est estimée à 72 mois (six ans).

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Emprunteur/bénéficiaire</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant en espèces</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Offre de services d'appui en vue de l'amélioration des capacités commerciales des exploitants agricoles familiaux	3 625	70,1	1 549	29,9	5 174	9,6
2. Processus appropriés de récolte, de traitement après récolte et de commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale	26 375	81,1	6 140	18,9	32 514	60,3
3. Amélioration des interventions axées sur les liens avec les marchés et les voies de commercialisation facilement accessibles aux exploitants agricoles familiaux	-	-	8 949	100,0	8 949	16,6
4. Gestion du projet	-	-	7 270	100,0	7 270	13,5
Total	30 000	56,0	23 908	44,0	53 908	100,0

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Gouvernement péruvien</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
I. Dépenses d'investissement						
A. Assistance technique et formation	3 232	25,7	9 349	74,3	12 582	23,3
B. Équipement et matériel	506	81,4	116	18,6	622	1,2
C. Travaux de génie civil	8 859	100,0	-	0,0	8 859	16,4
D. Stages	5 936	22,4	20 535	77,6	26 471	49,1
Total des dépenses d'investissement	18 534	38,2	30 000	61,8	48 534	90,0
II. Dépenses ordinaires						
A. Salaires et frais de fonctionnement	5 373	100,0	-	0,0	5 373	10,0
Total des dépenses ordinaires	5 373	100,0	-	0,0	5 373	10,0
Total	23 907	44,0	30 000	55,7	53 908	100,0

Tableau 3

Coût du projet par composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Offre de services d'appui en vue de l'amélioration des capacités commerciales des exploitants agricoles familiaux	393	10,4	185	2,0	-	0,0	78	1,1	2 259	21,1	2 259	21,2	5 174
2. Processus appropriés de récolte, de traitement après récolte et de commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale	1 177	31,2	3 419	36,6	7 389	58,3	5 651	83,6	7 508	70,1	7 370	69,2	32 514
3. Amélioration des interventions axées sur les liens avec les marchés et les voies de commercialisation facilement accessibles aux exploitants agricoles familiaux	-	0,0	4 647	49,7	4 302	33,9	-	0,0	-	0,0	-	0,0	8 949
4. Gestion du projet	2 200	58,4	1 093	11,7	981	7,8	1 035	15,3	939	8,8	1 016	9,6	7 239
Total	3 770	100,0	9 344	100,0	12 674	100,0	6 763	100,0	10 706	100,0	10 649	100,0	53 908

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

32. Le MERCAGRO sera financé au moyen de ressources accordées par le FIDA et le Gouvernement péruvien. Le financement du FIDA représente 56,0% de la valeur totale du projet (30 millions d'USD). Le FIDA financera 70,1% de la composante 1 et 81,1% de la composante 2. Le financement du Gouvernement péruvien représente un montant équivalent à 23,91 millions d'USD (soit 44% du budget total). Ce financement couvrira 29,9% de la composante 1, 18,9% de la composante 2, 100% de la composante 3 et 100% de la composante 4, qui englobe le financement des salaires, des équipements nécessaires à la bonne exécution du projet, des frais de fonctionnement et des mesures de suivi-évaluation. En outre, un montant équivalent à 19,85 millions d'USD est considéré comme relevant du financement de l'action climatique, entièrement au titre de l'adaptation.

Décaissements

33. L'emprunteur, par l'intermédiaire du Ministère de l'économie et des finances, disposera d'un compte unique de trésorerie, libellé en dollar des États-Unis, sur lequel seront versés les fonds issus du prêt du FIDA. Le compte devra être actif jusqu'à la date de clôture du projet. Les décaissements du FIDA seront effectués conformément à la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier du projet, que le FIDA émettra une fois l'accord de financement entré en vigueur.
34. Le Programme de développement productif agricole rural (AGRORURAL), entité d'exécution rattachée au Ministère du développement agricole et de l'irrigation et organisme d'exécution du projet, programmera les décaissements trimestriels des ressources du FIDA et du Gouvernement péruvien, conformément aux plans de travail et budgets annuels connexes approuvés. Les demandes de décaissement se feront dans les rapports financiers intermédiaires présentés en annexe de la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier du projet. Les demandes seront présentées via le Portail clients du FIDA. Le Ministère de l'économie et des finances maintiendra la procédure de contrôle des documents (au format papier), avant autorisation de la démarche au sein dudit système.

Résumé des avantages et analyse économique

35. Les indicateurs économiques ont été calculés pour une période de dix ans, sur la base de la durabilité des principaux investissements et d'un taux d'actualisation de 8%. Les résultats de l'analyse démontrent que le projet est économiquement faisable et rentable; le taux de rentabilité interne est estimé à 23,5%, la valeur actuelle nette du bénéfice net supplémentaire s'établit à 69 493 716 S/, le ratio bénéfices/coûts s'élève à 4,8 et le projet devrait bénéficier directement à 11 700 ménages.

Stratégie de retrait et durabilité

36. **Le MERCAGRO** s'appuiera sur les démarches suivantes pour favoriser la durabilité: i) une approche programmatique, visant à assurer l'autonomie des entreprises et des voies de commercialisation à l'achèvement du projet, grâce à la formation d'alliances entre, d'une part, les organisations de producteurs et les entreprises de jeunes et de femmes et, d'autre part, les acteurs clés des filières, encourageant la mise en place de relations pérennes à moyen et long terme; ii) une approche de reproduction à plus grande échelle, qui a vocation à promouvoir la transposition des résultats obtenus à d'autres systèmes ou sous-systèmes. Le projet encouragera la création d'espaces de maillage territorial, favorables aux voies de commercialisation développées au titre de la composante 3, le but étant de répliquer ce modèle dans d'autres territoires; iii) une approche axée sur l'innovation, laquelle favorisera l'adaptation, le transfert et l'adoption d'innovations commerciales et d'autres services d'appui, au travers des initiatives de commercialisation associative, notamment celles axées sur l'intégration au sein de marchés spécialisés.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

37. Le risque global du Projet d'amélioration des services de mise en marché des produits agricoles est **modéré**. Les risques sont notamment les suivants:
- i) engagement politique. Sur fond d'instabilité politique et institutionnelle, des entités telles que le Ministère du développement agricole et de l'irrigation et AGRORURAL changent régulièrement d'autorité de tutelle, ce qui modifie les priorités politiques et peut influencer de manière négative sur l'exécution du projet;
 - ii) situation macroéconomique. On observe une forte inflation alimentaire, un scénario de récession économique potentielle (récession technique) et des prix élevés pour les intrants;
 - iii) fragilité et insécurité. Entrée en fonction des nouvelles autorités dans les régions et les municipalités, sans mise en place préalable du cahier des charges;
 - iv) harmonisation des politiques. Coordination insuffisante entre les différents secteurs et niveaux de planification, à quoi s'ajoute l'expérience limitée d'AGRORURAL en matière de développement de services d'appui à la commercialisation;
 - v) élaboration et mise en œuvre des politiques. Lois non accompagnées de mécanismes d'application et de mise en œuvre.

Tableau 4

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Substantiel
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Modéré
Passation des marchés	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

38. Les risques environnementaux et sociaux sont jugés substantiels. Ce classement repose sur l'existence de risques se rapportant à la gestion efficiente des ressources naturelles, ainsi que de risques sociaux liés à la présence de peuples autochtones. En effet, le projet: a) pourrait concerner ou entraîner une production primaire de ressources naturelles biologiques non durable au plan environnemental; b) pourrait concerner ou entraîner une consommation élevée de ressources hydriques et énergétiques, comme expliqué en détail dans la note analytique sur les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (annexe 5); c) est mené dans une zone où résident des peuples autochtones, ce qui a donné lieu à l'élaboration d'un plan de consentement préalable, libre et éclairé, lequel comprend des mesures positives.

C. Classement au regard des risques climatiques

39. Le risque climatique est jugé substantiel. Ce classement repose sur le fait que, selon la région géographique, les vallées et les zones tropicales, subtropicales et montagneuses couvertes par le projet sont, à des degrés variables, exposées à des risques et catastrophes naturels: crues fluviales dans les zones rurales et urbaines, glissements de terrain, tempêtes, pénurie d'eau, températures extrêmes et incendies de forêt.

D. Soutenabilité de la dette

40. Selon le Rapport de pays n° 25/125 publié en juin 2025 par le Fonds monétaire international, la dette extérieure du Pérou a reculé en 2024 pour atteindre 38,5% du PIB, chiffre qui demeure faible par rapport à la situation de pays similaires et qui devrait passer sous la barre des 30% au cours des cinq prochaines années. Le Pérou est, d'après sa note de crédit, un pays sûr pour investir, est réputé pour sa capacité à honorer son service de la dette et dispose d'un confortable coussin de réserves eu égard à sa dette extérieure.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du MERCAGRO

41. Le Ministère du développement agricole et de l'irrigation, par l'intermédiaire d'AGRORURAL, est l'organisme chargé du Projet d'amélioration des services de mise en marché des produits agricoles et le principal partenaire responsable du portefeuille de projets du FIDA dans le pays.
42. AGRORURAL établira une UCP, qui exécutera ce projet de manière indépendante et disposera pour ce faire d'une autonomie technique, financière et administrative. L'UCP fonctionnera à partir d'un bureau central, tout en agissant de manière décentralisée à l'échelle territoriale. Les huit unités territoriales se chargeront de l'exécution des activités du projet menées dans leurs territoires respectifs, en concertation avec l'UCP, et travailleront en étroite collaboration avec les administrations régionales et locales, ainsi qu'avec d'autres institutions publiques et des entreprises privées, conformément aux accords conclus avec l'UCP.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

43. La gestion financière incombera à AGRORURAL, qui assurera la coordination efficace et la supervision des diverses zones et institutions participant au projet. L'équipe financière du projet, sous la responsabilité de l'UCP, veillera à : i) élaborer les plans de travail et budgets annuels; ii) présenter, en temps opportun, les demandes de retrait au FIDA; iii) respecter le cadre normatif national et adopter des règlements spécifiques complémentaires pour le transfert de ressources à d'autres entités publiques; iv) garantir l'application de mesures efficaces de contrôle interne et de manuels financiers complets; v) tenir un système comptable adéquat; vi) présenter au FIDA les rapports financiers intermédiaires; vii) établir les états financiers annuels conformément aux normes comptables internationales; viii) assurer la coordination du processus d'audit externe, qui sera confié à une société privée.
44. Sur la base des indicateurs de transparence, des caractéristiques du projet (telles que les transferts à des entités publiques et la gestion de fonds renouvelables), ainsi que des risques associés aux projets menés précédemment dans le pays, le risque inhérent au projet est jugé modéré. Le MERCAGRO s'appuiera sur les systèmes nationaux suivants : i) système budgétaire; ii) compte unique de trésorerie et système national d'administration financière; iii) soutien du Bureau du Contrôleur général de la République pour le choix de la société d'audit externe. Tous les marchés de biens, de travaux et de services financés en tout ou partie par les ressources du FIDA et nécessaires au bon déroulement du projet seront passés conformément à la réglementation nationale, sous réserve des Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets.
45. Toutes les mesures prises dans le cadre du projet seront conformes à la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption, qui devra en outre être incluse dans les manuels et contrats relatifs à l'exécution des différentes composantes du projet. AGRORURAL dispose d'un code de déontologie, fondé sur la Politique pour l'intégrité et la lutte contre la corruption dans le secteur agricole et de l'irrigation. Le Bureau du Procureur de la République, par l'intermédiaire des bureaux spécialement compétents en matière de lutte contre les délits de

corruption d'agents publics, est l'organe chargé d'enquêter sur les faits présumés de corruption touchant au bon fonctionnement de l'administration publique.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

46. Le projet est adossé à des mécanismes de consultation et de retour d'information, qui permettent de connaître les avis des parties prenantes sur les principales activités prévues pour chaque composante et de garantir que les services offerts dans le cadre du projet répondent aux besoins et aux attentes des groupes cibles, de manière transparente.
47. L'UCP veillera à actualiser le plan de participation des parties prenantes pour assurer la divulgation des informations et garantir un retour d'information aux différentes étapes du projet, grâce à tout un jeu de techniques participatives, tout en déterminant la périodicité des activités et les structures les plus efficaces.

Mécanisme de réponse aux doléances

48. La planification, la conception et l'exécution des initiatives de commercialisation associative, les plans de développement des entreprises et de l'emploi pour la jeunesse rurale, l'assistance technique, les services d'information, les services technologiques et financiers, entre autres, peuvent donner lieu à des plaintes de la part de différents acteurs tels que les groupes cibles, les membres des plateformes multipartites et du comité directeur, et les prestataires de services.
49. **Le MERCAGRO** dispose d'un mécanisme de gestion des plaintes, fondé sur les données d'expérience issues des projets financés par le FIDA dans le pays; il sera actualisé en fonction de la dynamique d'exécution et conformément au portail de plaintes de la Présidence de la République du Pérou et aux directives du FIDA.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

Innovations et reproduction à plus grande échelle

50. **Le Projet d'amélioration des services de mise en marché des produits agricoles** repose sur une conception territoriale globale de la commercialisation des produits agricoles et ses interventions s'articulent au niveau des producteurs et au niveau territorial. Les acteurs publics et privés jouant un rôle clé à l'échelle du territoire prendront part au projet sous la forme des partenariats public-privé-producteurs dans les corridors de commerce.
51. **Le MERCAGRO** encouragera la mise en relation des organisations de producteurs, des entreprises du secteur privé participant aux filières et des entités financières, en créant des mesures d'incitation permettant de pérenniser les liens une fois le projet terminé.
52. En outre, il promeut le renforcement des capacités locales en associant des agents locaux à la commercialisation; ces derniers évalueront les organisations de producteurs et contribueront à souder les filières.

C. Plans d'exécution

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

53. Avant la signature de l'accord de financement et immédiatement après sa négociation, l'emprunteur et l'organisme d'exécution confirmeront l'allocation des crédits budgétaires en vue du démarrage du projet et de son exécution pendant la durée prévue. Les activités suivantes sont prévues: i) pourvoir les postes de coordonnateur général et de spécialiste administratif et financier; ii) mettre à jour le plan de travail et budget annuel, le plan de passation des marchés pour la première année et le manuel d'exécution; iii) doter l'UCP d'installations adéquates, d'équipements, de mobilier et de fournitures de bureau; iv) organiser l'atelier de démarrage, une fois les autres étapes achevées. Les systèmes comptables devront

être établis dans les 12 mois suivant le début de l'exécution. Leur bon fonctionnement sera une condition préalable aux décaissements. Tant que le projet n'est pas prêt à être exécuté, l'UCP doit solliciter un appui direct pour élaborer les premiers projets de documents et mettre en place un flux de travail adéquat, garantissant ainsi le démarrage efficace de la phase d'exécution. Enfin, le FIDA s'engage à mener à bien des missions de supervision et d'appui à l'exécution, un examen à mi-parcours et une mission finale, tout en appuyant de manière constante la gestion du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

54. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République du Pérou et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié sera transmise aux représentants au Conseil d'administration au moins cinq jours ouvrables avant l'expiration du délai de 21 jours à compter de la transmission du rapport du Président et du document de conception du projet auxdits représentants.
55. La République du Pérou est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
56. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

57. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Pérou un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trente millions de dollars des États-Unis (30 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Convenio de financiación negociado

(le document sera mis à disposition avant la session)

Marco lógico

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach Población rural pobre que recibe los servicios promovidos o apoyados por el proyecto	1 Persons reached by project-supported activities				Registros sistema SE	Anual	UCP	
	Males - Males	0	7667	11500				
	Females - Females	0	7600	11400				
	Young - Young people	0	4417	6625				
	Indigenous people - Indigenous people	0	2290	3435				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	15267	22900				
	1.a Corresponding number of households reached				Registros sistema SE	Anual	UCP	
	Households - Households	0	15267	22900				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Registros sistema SE	Anual	UCP	
	Household members - Number of people	0	50991	76486				
Project Goal Contribuir a mejorar los medios de vida de los productores de la Agricultura Familiar en distritos seleccionadas	(IFAD12 CI 2.1.1) Personas con un incremento en los ingresos (IFAD13 2.1.1)				Encuesta Evaluación de impacto- FIDA	Inicio, Final	UCP/Empresa evaluadora	El gobierno mantiene la prioridad en las políticas que favorecen a los productores de
	Personas - Number	0	0	61189				
	(IE 1) Personas que gozan de una mayor seguridad alimentaria (IFAD13 2.1.5)				Encuesta	Inicio, Final	UCP/ Empresa evaluadora	

de los departamentos de Huánuco, Ucayali, Junín, Pasco, Apurímac, Ayacucho, Huancavelica y Puno	Numero - Number	0	0	9360				AF Riesgos: Que el proyecto no logre sus objetivos por los varios riesgos descritos abajo.
	Hombres - Number	0	0	5616				
	Mujeres - Number	0	0	3744				
	Jovenes - Number	0	0	3060				
	Poblacion indigena - Number	0	0	1404				
Development Objective Mejorar la inserción de los productores de la AF en los mercados, de manera rentable, sostenible e inclusiva	(IE 2) Personas que gozan de un mejor acceso a mercados (IFAD13 2.1.3)				Encuesta	Inicio, Medio Término, Final	UCP/Empresa evaluadora	El contexto internacional es favorable. La economía muestra un crecimiento positivo. Existen políticas favorables para el enfoque de género y la inclusión social. Riesgos AT desigual por razones de acceso geográfico, lenguaje de indígenas, u otros.
	1) Sobre beneficiarios del C2							
	Numero - Number	0	6240	9360				
	Hombres - Number	0	3744	5616				
	Mujeres - Number	0	2496	3744				
	Jovenes - Number	0	2040	3060				
	Poblacion Indigena - Number	0	936	1404				
	2) Sobre beneficiarios de medios de comercialización C3 (700% de beneficiarios de mercados x 80%)				Encuesta	Inicio, Medio término, Final	UCP/Empresa evaluadora	
	Numero - Number	0	5973	8960				
	Hombres - Males	0	2389	3584				
	Mujeres - Females	0	3584	5376				
	Jóvenes - Young people	0	1493	2240				

	Población indígena - Indigenous people	0	896	1344				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				Encuesta según Índice de empoderamiento FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP	
	Total persons - Percentage (%)	0	0	0				
	Total persons - Number of people	0	5192	7688				
	Females - Percentage (%)	0	0	0				
	Females - Females	0	2057	3055				
	Males - Percentage (%)	0	0	0				
	Males - Males	0	3135	4633				
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities							
Males - Males	0	14299	14315					
Females - Females	0	9518	9543					
Young - Young people	0	10239	10251					
Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	23817	23858					
3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered				Medición Ex ACT	Inicio, Intermedio, Final	UGP / FIDA		
Hectares of land - Area (ha)	0	33656	33656					

	tCO2e/20 years - Number	0	-108904	-108904					
	tCO2e/ha - Number	0	-3.2	-3.2					
	tCO2e/ha/year - Number	0	-0.2	-0.2					
Outcome Participación	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Encuesta- Metodología CI FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP		
	Household members - Number of people	0	12213	18320					
	Households - Percentage (%)	0	80	80					
	Households - Households	0	40793	61189					
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Encuesta- Metodología CI FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP		
	Household members - Number of people	0	9160	13740					
	Households - Percentage (%)	0	60	60					
	Households - Households	0	30594	45892					
	Outcome R1 Productores de la AF toman decisiones informadas para la producción y la comercialización	(IE 1.1) Productores reportan que utilizan información de apoyo a la producción y la comercialización para la toma de decisiones (IE) Productores reportan que utilizan información de apoyo a la producción y la comercialización para la toma de decisiones				Encuesta	Inicio, medio término y final		UCP
		Numero - Number	0	4680	7020				

	Hombres - Number	0	2808	4212				
	Mujeres - Number	0	1872	2808				
	Jovenes - Number	0	1530	2295				
	Poblacion indigena - Number	0	702	1053				
Outcome R.2 Productores de la AF y sus organizaciones utilizan servicios financieros	1.2.5 Households reporting using rural financial services				Encuesta metodología CI FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP/empresa evaluadora	Los productores tienen la voluntad de participar de grupos de ahorro y crédito y de fondos rotatorios
	Total number of household members - Number of people	0	6240	9360				
	Households - Percentage (%)	0	53	80				
	Women-headed households - Households	0	2496	3744				
	Households - Households	0	53	80				
Output 1.1 productores AF capacitados en el uso de servicios de información y de tecnologías	(IE 1.2) Productores AF capacitados en el uso de servicios de información y tecnológicos				Reportes sistema SE	Anual	UCP	
	Numero - Number	0	7800	11700				
	Hombres - Number	0	4680	7020				
	Mujeres - Number	0	3120	4680				
	Jovenes - Number	0	2550	3825				
	Poblaciones indigenas - Number	0	1170	1755				

Output 1.2 Productores reciben servicios de información climática	3.1.2 Persons provided with climate information services				Reportes sistema SE	Anual	UCP	
	Males - Males	0	4680	7020				
	Females - Females	0	3120	4680				
	Young - Young people	0	2550	3825				
	Indigenous people - Indigenous people	0	1170	1755				
	Persons provided with climate information services - Number of people	0	7800	11700				
	Persons with disabilities - Number	0	0	0				
Output 1.3 Proveedores de servicios financieros apoyados para la difusión y oferta de productos y servicios financieros en las zonas rurales	1.1.6 Financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas							IFs establecen acuerdos para la prestación de servicios financieros adecuados a la población objetivo
	Service providers - Service Providers	0	4	4				
Output 1.4 Personas capacitadas en educación financiera y en el uso de servicios financieros	1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services				Reportes sistema SE	Anual	UCP	
	Males - Males	0	4680	7020				
	Females - Females	0	3120	4680				
	Young - Young people	0	2550	3825				

	Indigenous people - Indigenous people	0	1170	1755				
	Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and Services (total) - Number of people	0	7800	11700				
	Persons with disabilities - Number	0	0	0				
Outcome R.3 Miembros de las organizaciones de productores de la AF y empresas	2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales				Encuesta	Inicio, Medio término, Final	UCP	Actores clave de la cadena de valor tienen interés de desarrollar acciones articuladas para mejora de la comercialización Actores clave de la cadena de valor tienen interés de desarrollar acciones articuladas para mejora de la comercialización Los incentivos del proyecto son suficientes para
	Number of Rural POs - Organizations	0	267	400				
	Total number of POs members - Number	0	5600	8400				
	Women PO members - Number	0	2240	3360				
	Men PO members - Number	0	3360	5040				
	Young PO members - Number	0	1400	2100				
	Indigenous people PO members - Number	0	0	0				

2.2.4 Supported rural producers' organizations providing new or improved services to their members				Encuesta metodología CI FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP/Empresa evaluadora	la adopción de innovaciones
Number of POs - Organizations	0	267	400				
Total number of POs members - Number of people	0	5600	8400				
Males POs members - Males	0	3360	5040				
Females POs members - Females	0	2240	3360				
Young POs members - Young people	0	1400	2100				
(IE 2.1) Productores que declaran utilizar las técnicas aprendidas en la asistencia técnica				Encuesta	Inicio, Medio término, Final	UCP	
Total de miembros de las org. de productores rurales - Number	0	7800	11700				
Hombres miembros de las organizaciones de productores - Number	0	4680	7020				
Mujeres miembros de las organizaciones de productores - Number	0	3120	4680				
Jovenes miembros de organizaciones	0	2550	3825				

	de productores - Number							
	Población indígena miembros de organizaciones de productores - Number	0	1170	1755				
	(IFAD12 CI 2.1.4) Productores rurales a quienes se presta apoyo que son miembros de organizaciones de productores rurales (IFAD13 2.3.7)				Encuesta metodología CI FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP/Empresa evaluadora	
	Total de miembros de las org. de productores rurales - Number	0	7800	11700				
	Hombres miembros de las organizaciones de productores - Number	0	4680	7020				
	Mujeres miembros de las organizaciones de productores - Number	0	3120	4680				
	Jovenes miembros de organizaciones de productores - Number	0	2550	3825				
	Población indígena miembros de organizaciones de productores - Number	0	1170	1755				

	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				Encuesta metodología CI FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP/Empresa evaluadora	
	Number of POs - Organizations	0	167	250				
	Total number of POs members - Number	0	3900	5850				
	Women PO members - Number	0	1560	2340				
	Men PO members - Number	0	2340	3510				
	Young PO members - Number	0	1275	1913				
	Indigenous people PO members - Number	0	585	878				
Outcome R.4 Organizaciones de productores de la AF accedieron a mercados especializados (orgánico, compras públicas, digitales, alianza 4P)	(IE 2.2) Organizaciones de productores reportan que accedieron a mercados especializados					Inicio, Medio término, Final	UCP/Empresa evaluadora, UCP/Empresa evaluadora	Los incentivos del proyecto son suficientes para la adopción de innovaciones
	Numero - Number	0	83	125				
	(IFAD12 CI 3.1.4) Tierras gestionadas teniendo en cuenta la resiliencia al clima (IFAD13 2.3.9)				Certificados	Inicio, Medio término, Final	UCP	
	Numero - Number	0	1800	2700				
	(IE 2.3) Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al clima (IFAD13 2.3.10)				Encuesta metodología CI FIDA	Inicio, Medio término, Final	UCP/Empresa evaluadora	
	Numero - Number	0	6240	9360				
	2.1.3 Rural producers' organizations supported					Anual	UCP	

Output 2.1 Iniciativas de Comercialización Asociativa y emprendimientos (tipo ICAs, EJ) formulados e implementados	Total size of POs - Organizations	0	7800	11700	Reportes y sistemas SE			Existe una masa crítica significativa de organizaciones de productores de AF y grupos de jóvenes y mujeres con interés de participar en el proyecto
	Rural POs supported - Organizations	0	333	500				
	Males - Males	0	4680	7020				
	Females - Females	0	3120	4680				
	Young - Young people	0	2550	3825				
	Indigenous people - Indigenous people	0	1170	1755				
	(IE 2.4) Número de personas capacitadas en prácticas o tecnologías de producción (IFAD13 2.3.3)				Reportes sistema SE	Anual	UCP	
	Numero - Number	0	6240	9360				
	Hombres - Number	0	3744	5616				
	Mujeres - Number	0	2496	3744				
	Jovenes - Number	0	2040	3060				
	Poblacion indigenas - Number	0	936	1404				
	(IE 2.5) Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial (IFAD13 2.3.4)				Reportes sistema SE	Anual	UCP	
	Numero - Number	0	6240	9360				
	Hombres - Number	0	3744	5616				
	Mujeres - Number	0	2496	3744				

	Jovenes - Number	0	2040	3060				
	Poblacion indigena - Number	0	936	1404				
Output 2.2 Promotores Locales para la Comercialización Agropecuaria capacitados	(IE 2.6) Promotores Locales para la Comercialización Agropecuaria capacitados				Reportes sistema SE	Anual	UCP	Existe una oferta local de promotores en comercialización
	Numero - Number	0	250	250				
	Mujeres - Number	0	75	75				
	Jovenes - Number	0	100	100				
Output 2.3 Apoyo en gestión de recursos naturales, ambiente y cambio climático	(IFAD12 CI 3.1.1) Grupos que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima				Reportes sistema SE	Anual	UCP	
	Numero - Number	0	333	500				
	Total personas - Number	0	7800	11700				
	Hombres - Number	0	4680	7020				
	Mujeres - Number	0	3120	4680				
	Jovenes - Number	0	2550	3825				
	Poblacion indigena - Number	0	1170	1755				
Output 2.4 Organizaciones de productores apoyadas con innovaciones comerciales (ICAs 25%)	(IE 2.7) Organizaciones de productores apoyadas con innovaciones comerciales				Reportes sistema SE	Anual	UCP	Las organizaciones de productores se apropian de las innovaciones comerciales
	Porcentaje - Percentage (%)	0	83	125				
Outcome R.5 Hogares	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities					Inicio, medio	UCP/ empresa evaluadora	Los actores locales participan

comercializan productos agropecuarios utilizando medios de comercialización (públicos) inclusivos y sostenibles	Size of households - Number of people	0	4427	7557	Encuesta metodología CI FIDA	término y final		en plataformas multi actor para la toma coordinada de decisiones en el territorio
	(IE 3.1) Mercados rehabilitados en pleno funcionamiento al término del proyecto				Reporte de sistema SE	Anual	UCP	La infraestructura es relevante para los usuarios
	Numero - Number	0	8	16				
	(IE 3.2) Incremento en el volumen de los productos comercializados priorizados en los mercados de al menos 75% con respecto al valor de línea de base (por cada cadena priorizada)				Reporte de gestión de los mercados	Anual	UCP	
	Toneladas - Tons	0	0	0				
Output 3.1 Medios de comercialización construidos/rehabilitados	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				Contratos de medios finalizados, informes de inspección y recepción de medios	Anual	UCP	Los GL incluyen inversión en medios de comercialización pública en sus planes de desarrollo territorial
	Total number of facilities - Facilities	0	0	16				
Output 3.2 Mercados gestionados de manera sostenible	(IE 3.3) Comités organizadores formados aprueban un plan de gestión sostenible				Reportes sistema SE	Anual	UCP	
	Numero - Number	0	8	16				
Output 3.3 Capacidades de gestión de mercados desarrolladas	(IE 3.4) Número de productores capacitados en gestión sostenible de mercados de productores							
	Numero - Number	0	267	400				

Matriz integrada de riesgos del proyecto

1. Overall Summary

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Substantial	Substantial
Political Commitment	Substantial	Substantial
Governance	Substantial	Substantial
Macroeconomic	Moderate	Moderate
Fragility and Security	Substantial	Substantial
Sector Strategies and Policies	Substantial	Substantial
Policy alignment	Substantial	Substantial
Policy Development and Implementation	Substantial	Substantial
Environment and Climate Context	Substantial	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Substantial
Project vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate
Project Scope	Moderate	Moderate
Project Relevance	Low	Low
Technical Soundness	Substantial	Substantial
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
Project Financial Management	Moderate	Moderate
Project Organization and Staffing	Moderate	Moderate
Project Budgeting	Moderate	Moderate
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderate	Moderate
Project Internal Controls	Moderate	Moderate
Project Accounting and Financial Reporting	Moderate	Moderate
Project External Audit	Moderate	Moderate
Project Procurement	Low	Low
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Low	Low
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderate	Moderate
A.3 Public Procurement Operations and Market Practices.	Moderate	Moderate
A.4 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System	Low	Low
B.1 Assessment of Project Complexity	Moderate	Moderate
B.2 Assessment of Implementing Agency Capacity	Moderate	Moderate
Project Procurement Overall	Low	Low
Environment, Social and Climate Impact	Substantial	Moderate
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Substantial	Substantial
Cultural Heritage	Moderate	Moderate
Indigenous People	Substantial	Substantial
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
Community health, safety and security	Moderate	Moderate

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Greenhouse Gas Emissions	Low	Low
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Stakeholder Grievances	Low	Low
Overall	Moderate	Moderate
Country Context	Substantial	Substantial
Political Commitment	Substantial	Substantial
Risk: 1. El MIDAGRI y AGRORURAL, como entidades responsables de los proyectos FIDA, se podrían ver afectados por la constante rotación de las autoridades y directores, que pueden derivar en cambios de prioridades nacionales y sectoriales afectando el diseño y ejecución del proyecto. En el presente diseño de proyecto, el GdP ha cambiado más de 3 veces ministros de MIDAGRI, 2 ministros de MEF, más varios otros cambios en viceministros y directores de AGRORURAL. 2. En junio 2025, la Comisión de Fiscalización el Congreso de la República aprobó informe final que recomienda evaluar la vacancia de la Presidenta Dina Boluarte. De seguir adelante con dicha evaluación, puede elevar el riesgo de vacancia y, consecuentemente, incrementar la inestabilidad política en el país. 3. El 12 de abril de 2026 se llevarán a cabo las elecciones presidenciales para el mandato 2026-2031. Asimismo, el 04 de octubre de 2026 se llevarán a cabo las elecciones regionales y municipales para el periodo 2027-2030.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1. Mantener una coordinación y comunicación constante con los actores estratégicos (MIDAGRI y AGRORURAL). En especial, con especialistas técnicos y temáticos del MEF, dado que, en términos generales, dicha institución es la que conserva un mayor número de profesionales a través de los diversos cambios de gestión. Además, el involucramiento de los profesionales del MEF es fundamental para la implementación del proyecto y la generación de futuras operaciones en Perú. 2. Mantener comunicación y colaboración con nuevas autoridades del MIDAGRI, aportando información y evidencias que demuestren los beneficios del proyecto para los objetivos institucionales de políticas públicas. 3. Generar espacios de coordinación y comunicación con los GR y GL que forman parte del área de intervención del Proyecto con el fin de alinear las políticas nacionales, las locales y los objetivos del FIDA, una vez que el proyecto esté en marcha. 4. Establecer y asignar las actividades de seguimiento al Consejo Directivo para la correcta toma de decisiones orientadas a asegurar la buena marcha del proyecto. 5. Asegurar la participación del sector privado en espacios de articulación con el sector público y los actores vinculados en las cadenas de valor desarrolladas por el proyecto. 6. Referir a las cláusulas de Convenios de financiación para asegurar el cumplimiento de los objetivos propuestos en el proyecto. 7. Asegurar un adecuado seguimiento del contexto país.		
Governance	Substantial	Substantial

<p>Risk:</p> <p>1. La baja capacidad de los gobiernos municipales en planificación y gestión de recursos puede afectar su participación efectiva y aporte (en efectivo) del mantenimiento de los mercados y correspondiente pago de servicios.</p> <p>2. Limitada coordinación entre AGRORURAL y gobiernos locales; así como, con otras entidades de MIDAGRI que se espera brinden asesoría técnica.</p> <p>3. Limitada articulación entre AGRORURAL y el sector empresarial, que podría ser un agente clave para la adecuada implementación del proyecto.</p> <p>4. Incumplimiento de medidas de prevención de fraude y corrupción.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations:</p> <p>1. Creación de un Comité Directivo con la participación de i) el Director Ejecutivo de AGRORURAL, quien lo presidirá, ii) un representante del MEF, iii) un representante del MIDAGRI; iv) un representante de los gobiernos locales del área del Proyecto (REMURPE), v) un representante de los gobiernos regionales del área de intervención (ANGR). Se llevarán a cabo reuniones periódicas para asegurar la ejecución del proyecto de acuerdo al diseño y al POA.</p> <p>2. Seguimiento y supervisión por parte del equipo de país y estricta aplicación del mecanismo de No Objeción.</p> <p>3. Creación de mecanismos para quejas y reclamos, fortalecimiento de la contraloría social y rendición de cuentas.</p>		
Macroeconomic	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>1. Volatilidad en el contexto nacional como la elevada inflación de alimentos y el bajo crecimiento económico en los últimos trimestres. Si bien en el año 2024 se observó una mejora significativa del sector agrícola, creciendo 4.9%, y de la economía en general, con un crecimiento de 3.3%, aún es evidente la fragilidad del sector agrícola frente a los fenómenos climáticos y a la variabilidad de los precios internacionales. Asimismo, se observa aún un contexto internacional de potencial recesión económica de los EEUU: desaceleración de creación de empleos, tasa de interés continuamente altas, efectos rezagados de la guerra de Ucrania, elevados precios de los combustibles, precios altos de los alimentos importados, que inciden de forma negativa en la economía local.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>1. Seguimiento a situación de contexto internacional (precios de cadenas priorizadas), diálogo constante con actores clave (MEF, MINAGRI)</p> <p>2. Promover, a través del sector empresarial, el acceso a los productores de la agricultura familiar a insumos para la producción.</p> <p>3. Apoyar a los productores para obtener mejores precios de venta que permitan sostener la rentabilidad.</p> <p>4. Promover el uso de información sobre mercados, precios para la toma de decisiones sobre las inversiones y decisiones productivas, de manera que se evite la saturación de los mercados de ciertas cadenas y conlleva a una caída en los precios.</p>		
<p>Risk:</p> <p>1. En general, los fundamentos macroeconómicos de Perú continúan siendo sólidos. Por un lado, la deuda pública (como porcentaje del PBI) es de las más bajas de la región (38.5% del PBI en 2024). Asimismo, las reservas internacionales netas son considerables y el BCRP es confiable. En el período 2023-25, se prevé que el déficit fiscal se mantenga estable, en 3% y que la deuda pública disminuya, en los próximos 5 años, a niveles menores al 30% del PBI. En ese sentido, el espacio fiscal correspondiente a los proyectos de deuda soberana con financiación internacional es asignado de manera responsable por el MEF.</p>	Low	Low

Mitigations: 1. Monitoreo continuo a las condiciones fiscales del país (indicadores de espacio fiscal), y la asignación de fondos para el Proyecto en concepto de contrapartida. 2. Constante coordinación con MEF y MIDAGRI para asegurar espacio presupuestario y de contrapartida. 3. Coordinación con el MEF y diálogo continuo de alto nivel para aportar información y evidencias suficientes que permitan a los tomadores de decisiones priorizar la asignación de recursos para la ejecución del proyecto.		
Fragility and Security	Substantial	Substantial
Risk: 1. La descentralización no ha alcanzado los resultados esperados. Aunque la descentralización ha transferido competencias y funciones y dotado de mayores recursos - aunque esto último no en la misma proporción - a los gobiernos subnacionales (mayor gasto corriente a los GR, mayor gasto de inversión a los GL), estos aún no tienen un desempeño eficaz y eficiente (en término de ejecución del gasto público, principalmente), que se traduzca en menores brechas económicas y sociales entre ámbitos urbano – rurales. 2. Nuevas autoridades regionales y locales con agendas que están en proceso de desarrollo y que se encuentran en la búsqueda de alianzas estratégicas con otros actores del desarrollo nacional y local.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1. Promover acciones de fortalecimiento de los gobiernos regionales, gobiernos locales y la sociedad civil, para una participación efectiva en el proyecto. 2. Promover espacios de coordinación de los actores que actúan en el territorio, en aras de mejorar el alcance y sostenibilidad del proyecto.		
Sector Strategies and Policies	Substantial	Substantial
Policy alignment	Substantial	Substantial
Risk: 1. Cambios en las prioridades, planes y políticas del sector agropecuario en el país podrían afectar la consecución de los objetivos del proyecto. 2. Insuficiente coordinación entre los diferentes sectores y niveles de planificación en relación con el desarrollo territorial y la reducción de la pobreza 3. Limitada experiencia de AGRORURAL para el desarrollo de servicios de apoyo a la comercialización.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1. Seguimiento continuo a los posibles cambios de prioridades, planes y políticas. 2. Comunicación permanente con autoridades de gobierno a cargo de la implementación del proyecto. 3. Emplear las misiones de apoyo a la implementación y supervisión para definir medidas de armonización con la política. 4. Participación activa del sector privado y la sociedad civil. 5. Alineación multinivel e interinstitucional de las acciones del sector público a través del Comité Directivo del Proyecto. 6. Definir los requerimientos para la contratación del personal con asesores especializados en temas de comercialización 7. Asegurar el cumplimiento de los requerimientos definidos a través de cláusulas contractuales.		
Policy Development and Implementation	Substantial	Substantial

Risk: 1. Insuficiente dotación de recursos presupuestales para la implementación de las políticas y leyes nacionales. 2. Leyes que carecen de mecanismos de aplicación (reglamentos, entre otros), no permiten articular los programas de desarrollo rural para la atención a las familias en mayor vulnerabilidad.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1. Monitoreo constante de los cambios en el marco de políticas sectoriales, para asegurar la pertinencia del proyecto. 2. MERCAGRO ayuda directamente a la aplicación de la Ley 30355, Ley de Promoción y Desarrollo de la Agricultura Familiar; Ley N°31071, Ley de compras estatales de alimentos de origen en la Agricultura Familiar; Ley N° 31335, Ley de Perfeccionamiento de la Asociatividad de los Productores Agrarios en Cooperativas Agrarias y Ley 29676, Ley de Promoción del Desarrollo de los Mercados de Productores Agropecuarios y su Reglamento.		
Environment and Climate Context	Substantial	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Substantial
Risk: 1. Existen riesgos relacionados a la gestión eficiente de los recursos naturales, debido a que el proyecto potencialmente podría involucrar o conducir a un consumo significativo de recursos hídricos y energía. 2. Asimismo, el proyecto implicar o conducir a la producción primaria no sostenible de recursos naturales vivos.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1. Al arranque del proyecto, la unidad ejecutora diseñará, aprobará e implementará un Plan de Gestión Social, Ambiental y Climático que abordará todos los riesgos ambientales determinados, incorporando medidas específicas para gestionar los riesgos y tomar ventajas de las oportunidades para incrementar los efectos positivos sobre el medio ambiente 2. Adicional al Listado de exclusión del FIDA, quedan excluidas de la intervención las áreas con antecedentes de contaminación. El proyecto deberá evaluar estos casos durante la elaboración/evaluación del ICA. También queda excluido el financiamiento de prácticas agropecuarias o de otro tipo que involucren el uso de pesticidas sumamente peligrosos, muy peligrosos y moderadamente peligrosos según clasificación de la OMS. 3. El MOP incorporará criterios de exclusión de intervenciones específicas por parte de OPs en cadenas de valor que se desarrollan en áreas sensibles (Áreas Protegidas, sitios RAMSAR), así como cadenas de valor que impliquen deforestación, quemas, cambio de uso de la tierra, monocultivos para tener en cuenta durante la evaluación de calidad técnica de las propuestas de ICA (componente 2 act. 2).		
Project vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate

<p>Risk:</p> <p>1. Dependiendo de la región geográfica, el área focalizada para el proyecto está expuesta en mayor o menor grado a los siguientes riesgos y desastres naturales: inundaciones por desbordamiento de ríos en zonas rurales y urbanas, deslizamiento de tierra, tormentas, escasez de agua, temperaturas extremas e incendios forestales. Sobre las tendencias climáticas, se esperan cambios (incremento o disminución) en la temperatura, variabilidad climática y en la frecuencia de los eventos climáticos extremos. Aun cuando no se espere un incremento significativo de GEI por la intervención del proyecto, se ha determinado que el área focalizada estará en territorios expuestos a riesgos naturales y climáticos como valles, áreas tropicales, subtropicales y montañas. La información analizada refleja que el cambio climático exacerba los riesgos a los que están expuestos los sistemas agrícolas, sistemas de vida y ecosistemas en relación a que: i) la productividad de cultivos se ve afectada con frecuencia por la variabilidad de las precipitaciones, las sequías prolongadas, los cambios de temperatura o las plagas y enfermedades; ii) la productividad ganadera se ve frecuentemente afectada por la variabilidad de las precipitaciones, sequías prolongadas, cambios de temperatura o enfermedades; iii) la productividad forestal se ve afectada con frecuencia por incendios forestales, enfermedades, variabilidad de las lluvias, sequías prolongadas o cambios de temperatura; iv) la biodiversidad probablemente se vea afectada por cambios en las variables climáticas en el área del proyecto; alguna etapa de la cadena de valor agrícola (producción, almacenamiento y comercialización) esté expuesta a eventos relacionados con el clima; y v) es posible que la infraestructura rural se vea afectada por inundaciones, deslizamientos de tierra, cambios de temperatura y vientos extremos.</p> <p>2. La infraestructura rural podría ser afectada por eventos climáticos extremos, intensificados por el cambio climático. Esta afectación a su vez puede afectar la provisión de insumos para procesamiento, y la distribución y comercialización de productos.</p> <p>3. Las cadenas de valor agropecuarias, forestales y relacionadas con pesquerías o acuicultura pueden verse afectadas por eventos climáticos (cambios en temperatura y precipitación, disponibilidad de agua para uso agrícola, incremento de plagas y enfermedades, entre otros). Las afectaciones se darán principalmente en la etapa productiva, con repercusión en todos los eslabones de la cadena.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>1. Al arranque del proyecto, la unidad ejecutora diseñará, aprobará e implementará un Plan de Gestión Social, Ambiental y Climático que abordará todos los riesgos climáticos determinados, incorporando medidas específicas para gestionar los riesgos y tomar ventajas de las oportunidades para incrementar los efectos positivos sobre el medio ambiente. Entre las medidas específicas a ser incluidas están:</p> <p>a. Las ICAs y los expedientes técnicos y financieros de las inversiones en infraestructura contarán con Planes de Gestión Ambiental, Social y Climática (PGASC) y con recursos para gestionar los riesgos e impactos vinculados a la inversión y asociados a la gestión de residuos, incremento del consumo de energía y agua, impactos a la biodiversidad y gestión de riesgos climáticos y de desastres.</p> <p>b. Los expedientes técnico-financiero de las obras incorporarán el enfoque de gestión de riesgos climáticos y riesgos de desastres, en base a la información de los estudios territoriales sobre brechas de gestión de estos riesgos.</p> <p>c. En algunos casos, algunas de las ICAs podrían promover la comercialización de especies mejor adaptadas al cambio climático (especies nativas, especies olvidadas y subutilizadas con alto valor nutricional).</p> <p>d. Mediante el componente 1, el proyecto apoyará la difusión de información agroclimática y sobre alertas tempranas que genere el Servicio Nacional de Meteorología e Hidrología (SENAMHI) y esté disponible para el territorio de intervención.</p>		
<p>Project Scope</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>

Project Relevance	Low	Low
Risk:		
1. Actores locales encuentran que el proyecto no logra adecuarse a sus necesidades.	Low	Low
Mitigations:		
1. El proyecto reconoce la necesidad de articulación multisectorial, multinivel y multiactor para la toma de decisiones en el territorio en lo referente a las actividades del proyecto/inversiones y los actores locales incluyendo a los grupos objetivos - OP de la AF, jóvenes, mujeres, indígenas, así como el sector privado y público que inciden en las cadenas de valor priorizadas, forman parte de ellas. Se adoptarán medidas específicas para asegurar la participación y voz de los grupos vulnerables (ver estrategia inclusión social en los componentes). 2. El proceso de elaboración de los planes de comercialización de OP (ICA) será participativo y enfocado en las necesidades y demandas de los grupos objetivo, para lo cual contarán con apoyo de los promotores locales a quienes los contratan según su perfil.		
Technical Soundness	Substantial	Substantial
Risk:		
1. El proyecto ya no contempla realizar transferencias directas a las OPs para financiar inversiones relacionadas a los ICAs (antes PECAS), dado que el proyecto se manejará por fuera del mecanismo NEC, el cual si rige para el proyecto Avanzar Rural. Aunque el Componente 1 incluye soluciones de financiamiento es posible que estos medios de sean limitados considerando las necesidades de inversión, lo que dejaría parcialmente implementados las ICAs. 2. El diseño final por parte del GdP se ha simplificado la intervención relacionada a acceso a mercados siendo mucho más focalizada en la gestión de los mercados directos, sin incluir módulos de acceso de información, el desarrollo de los planes de desarrollo territoriales (PTDC) o Plataformas Multiactor. Estas actividades atendían el desafío de la inadecuada infraestructura y del entorno facilitador en términos de acceso a la comercialización, y por tanto reducen el impacto, y los resultados intermedios y finales esperados del proyecto. 3. Entidades ejecutoras no cuentan con la capacidad técnica suficiente para implementar el proyecto (asesoramiento para comercialización e inversión en infraestructura pública). 4. Falta de articulación entre las acciones de los componentes y entre los actores que actúan en las cadenas de valor. 5. Bajas capacidades para la gestión/mantenimiento de las infraestructuras (mercados, caminos). 6. El proyecto ha eliminado la fase de planeación y gestión de estudios para identificar las cadenas de valor y sus respectivos retos y oportunidades dado que estos se han adelantado mediante una serie de talleres que ya se llevaron a cabo. 7. Enfocar gran parte de la asistencia técnica en OPs nuevos y ICAs relacionadas a estas nuevas OPs representa un riesgo importante en temas de gobernanza y sostenibilidad en un futuro para estas OPs.	Substantial	Substantial

<p>Mitigations:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La simplificación de la segunda vía de intervención mitiga posibles efectos negativos medioambientales y aumenta la capacidad de coordinación de las intervenciones, lo cual facilita lograr otros niveles de vías de intervención y aumentar la probabilidad de generar impacto en estas áreas. 2. Se contará con la participación/contratación de expertos en comercialización que brindarán asesoría de manera permanente al proyecto. 3. Se fomentará una red de promotores locales de servicios de asistencia técnica especializada para la comercialización, quienes brindarán apoyo a la elaboración e implementación de las iniciativas de comercialización y acompañarán la gestión de acceso a información y mercados como parte de la articulación de asistencia técnica. La estrategia de inclusión financiera (componente 1) contará además con acompañamiento de asesores financieros. 4. Se realizará el seguimiento constante de las acciones de AGRORURAL, especialmente en la elaboración de perfiles de profesionales a contratar y estudios a desarrollar. 5. Las acciones de los componentes 2 y 3 están directamente articuladas bajo un enfoque territorial y se promoverá su validación en las plataformas de articulación existentes (ARD, CGRA), que involucran el grupo objetivo y actores relevantes de las cadenas de valor para la coordinación comercial, incluyendo el sector público y privado. 6. Las ICAs tendrán el acompañamiento de la asistencia técnica en el componente 1 el cual desarrolla la gestión y acompañamiento de UNICAS las cuales están destinadas para apoyar la consecución de recursos además del apoyo que se brindara para acceso de financiamiento directo por medio de aliados financieros. Las inversiones en infraestructura seguirán expedientes técnicos y financieros para la realización de las inversiones. Los expedientes deberán incluir los recursos técnicos y financieros para cumplir con la normativa del Sistema Nacional de Evaluación de Impacto Ambiental - SEIA, normativa sectorial y requerimientos del SECAP para gestionar los riesgos climáticos y de desastres para mejorar la resiliencia climática, así como otros criterios señalados en el MOP. Los mercados de productores son de competencia del AGRORURAL para su inversión. 7. Aunque se ha eliminado la fase de planeación y de diagnóstico, el gobierno ha realizado talleres en los ocho corredores económicos y estas conclusiones se han incorporado en el MOP y como anexo al PDR. 		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Que el Proyecto no cuente con suficiente personal con experiencia en control de recursos de financiamiento externo 2. Que las remuneraciones previstas no permitan ser competitivos en el mercado laboral, ocasionando alta rotación de personal clave del proyecto. 3. No contar con el espacio fiscal que le permita contar con recursos para la financiación del Proyecto en 2024. 4. Información contable: Los Proyectos activos han desarrollaron sistemas contables (SIGA y SISGR) que han permitido generar la información requerida por el FIDA 5. El Control Interno en la Rep. Perú exige esta función, de manera genérica de acuerdo con la Ley Orgánica del Sistema Nacional de Control 6. El proyecto no cuente con una estrategia de sostenibilidad efectiva y oportuna 	Moderate	Moderate

Mitigations: 1. Seleccionar y contratar el personal para la GF a partir de procesos competitivos aceptables para el FIDA en concordancia con los TDR del MOP, de acuerdo con lo que se establezca en el diseño. 2. Desarrollar y documentar procesos de selección, reclutamiento y capacitación ágiles y eficientes, que permitan reemplazar al personal clave de manera expedita. 3. El MEF, MINAGRI, AGRORURAL deberán coordinar oportunamente la realización de los trámites para asegurar los recursos para la ejecución según los tiempos de la programación presupuestal del Diseño. 4. Los Proyectos actualmente activos han desarrollaron sistemas contables (SISGA y SISOG) que han permitido generar la información requerida por el FIDA, sin embargo, se revisará en diseño para incorporar los cambios introducidos a los reportes financieros. 5. Solicitar a AGRORURAL implementación de procesos específicos de Control interno hacia el Proyecto. 6. Elaborar e implementar una estrategia de sostenibilidad en el proyecto, con el apoyo del FIDA.		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
Risk: 1. Limitadas capacidades técnicas y de recursos de AGRORURAL y del equipo de la UCP para realizar el seguimiento y la evaluación del proyecto. 2. Cambio de autoridades en AGRORURAL puede cambiar el interés de contar con un sistema informático de S&E institucionalizado.	Moderate	Moderate
Mitigations: 1. Capacitación continua al personal de AGRORURAL y la UCP en temas de seguimiento y evaluación, en concordancia con los estándares y procedimientos del FIDA. 3. Uso de perfiles idóneos para el proceso de contratación del personal de S&E del proyecto.		
Project Financial Management	Moderate	Moderate
Project Organization and Staffing	Moderate	Moderate
Risk: 1) El MEF indicó que se revise la figura jurídica que usualmente fue usada (NEC). Figura jurídica que podría ser solamente ser autorizada y utilizada por FONCODES. Lo que no permite la transferencia de recursos financieros directo a beneficiarios (como en anteriores proyectos) 2) En el diseño establece que es responsabilidad de AGRORURAL constituir una nueva Unidad de Gestión del Proyecto y dentro de ésta deberá establecer el equipo necesario para la Gestión Financiera. Sin embargo, este riesgo es significativamente mitigado por el hecho que AGRORURAL desde hace 20 años trabaja con FIDA. Asimismo, en el país existe una gran cantidad de profesionales capacitados.	Moderate	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>1) Monitorear que no haya actividades de transferencia directa a beneficiarios. 2) Establecer un equipo para la gestión financiera con personal idóneo y suficiente para realizar la GF, conformado por al menos un administrador-financiero, un contador, un tesorero y apoyo administrativo. Los cargos deberán ser de dedicación exclusiva para el proyecto, y ser seleccionados mediante procesos competitivos y transparentes. Tanto los TdR como el proceso de selección deberán ser aceptables para FIDA. La selección/contratación del Administrador F. de la UCP con no objeción del FIDA, será condición previa para el primer desembolso. Realizar en el taller de arranque la capacitación al equipo financiero dedicado al proyecto, a AGRORURAL y a las demás autoridades involucradas en la implementación, sobre los procedimientos de gestión financiera e incluir la sensibilización sobre la política de prevención de fraude y corrupción del FIDA.</p>		
Project Budgeting	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>El tiempo de registro de la nueva operación para ser considerada dentro del presupuesto anual 2026 y multianual del Perú es corto, considerando que la fecha de consolidación presupuestal en MIDAGRI para los proyectos está, prevista para julio y agosto. Una vez el proyecto funcione, el riesgo de falta de disponibilidad de recursos de contrapartida es bajo, como se observó en PDTs y en AVANZAR R.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>Aprobar con prontitud el proyecto formulado en el INVIERTE.PE, para evitar atrasos en el arranque del proyecto y contar con presupuesto en 2026.</p> <p>Ajustar y presentar el POA inicial como condición previa al primer desembolso.</p>		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>1) En el trámite de solicitudes de desembolso se presentan frecuentes retrasos por cambios de autoridades que tienen los perfiles de APROBADOR en el ICP 2) Hay deficiencias en la aplicación de los informes financieros trimestrales - IFRs para trámites de desembolso con base a flujo de fondos, infravalorando las necesidades financieras. 3) Deficiencias de tesorería por flujo de procesos con procedimientos obsoletos (prevalece el uso de giro de cheque y entrega personal, sobre transferencias interbancarias – exceso de uso de cheques por cobrar) 4) El proyecto considera obras significativas de infraestructura – tipo mejoramiento de mercados físicos – que no son comunes en proyectos implementados en el país o región, por lo que es necesario revisar que procedimientos legales son necesarios para que sean ejecutados oportunamente. 5) Pasantías comerciales para ventas tiene un monto considerable (~USD18M) y una cantidad considerable (~900), es necesario definir mecanismos ágiles y sólidos para su implementación.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>1) Tramitar con oportunidad la inclusión de nuevos usuarios en el Portal de Clientes del FIDA-ICP y considerar al menos tres usuarios para los perfiles de usuario AUTOR y APROBADOR 2) Capacitar a los usuarios y autoridades en el procedimiento de solicitud de desembolsos bajo la previsión derivada del uso de los IFR. 3) Priorizar el pago mediante transferencias bancarias y en casos excepcionales por cheque. 4) Revisar procesos gubernamentales específicos para este tipo de obras. 5) En el MOP y en el taller de arranque definir mecanismo de implementación.</p>		
Project Internal Controls	Moderate	Moderate

<p>Risk:</p> <p>1) En proyectos anteriores no se ha contado con informes de Auditoría Interna de AGRORURAL o del Control Concurrente por parte de la Oficina de Control Institucional.</p> <p>2) En proyectos anteriores se evidencio deficiencias de tesorería por flujo de procesos con procedimientos obsoletos (prevalece giro de cheque y entrega personal, sobre transferencias interbancarias – exceso de uso de cheques por cobrar)</p> <p>3) AGRORURAL tiene varios procesos de control definidos en Manuales de Operación, de Procedimientos, de funciones, código de ética y anticorrupción, de Principios, Deberes y Prohibiciones Éticas en la Función Pública, permitiendo reducir el riesgo relacionado a control interno.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>1) Solicitar incluir anualmente o cada dos años al nuevo proyecto dentro del Plan de Auditoría Interna de la Entidad, e incluir en el MOP la necesidad de compartir con el FIDA para su análisis en las misiones de supervisión.</p> <p>2) Digitalizar y actualizar los procesos de control de tesorería.</p>		
Project Accounting and Financial Reporting	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>1) El sistema nacional de contabilidad (SIAF) es limitado, solo permitiendo registrar las operaciones de gasto e ingreso. Entre los riesgos detectados de proyectos anteriores están: i) Pérdida de datos, parcial o total, por sistemas complementarios en la elaboración de informes ii) Deficiencias de seguridad en la información, Sistema complementario abierto con facilidad de modificaciones; iii) Inconsistencias entre los reportes de ejecución financieros y registros contables basados en devengado y no en ejecución efectiva; iv) posibles errores por falta de aplicación de procedimientos de control interno definidos; v) Demoras en las solicitudes de desembolsos por frecuentes cambios de autoridades que tienen los perfiles de autorizador en el ICP. Los informes presentados son predominantemente contables.</p> <p>2) Riesgo relacionado a normas contables es bajo (re requiere el uso de IPSAS-efectivo)</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>La información generada por el SIAF debe ser complementada con la utilización de un sistema (o módulo) complementario confiable que permita la generación automática de reportes que respondan a distintos criterios como: por componente, categoría de gasto, fuente de financiación, moneda (en Soles y USD), además debe permitir el acceso en línea y contar con los documentos de soporte digitalizados. En caso de limitaciones en el sistema utilizado, deberá disponer de un sistema (o módulo) complementario de reportes que respondan a los requerimientos citados. El equipo financiero deberá incluir la presentación de informes orientados hacia el análisis de la gestión financiera del proyecto que permita generar alertas, presentar estrategias, ajustes, entre otros para la toma de decisiones.</p>		
Project External Audit	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>En un proyecto anterior, no se tuvo en cuenta el período de contratación del auditor.</p>	Moderate	Moderate

Mitigations:		
AGRORURAL deberá solicitar con oportunidad la selección de la SOA y garantizar que las bases utilizadas por la CGR para el respectivo concurso estén alineadas a lo dispuesto en el Manual de Auditoría del FIDA.		
Project Procurement	Low	Low
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Low	Low
Risk:		
No se prevén riesgos asociados a este pilar debido a la presencia de un marco legal, normativo, regulatorio de política e institucional del sistema de compras del estado, adecuadamente organizado en forma jerárquica y su precedencia y nivel de autoridad, está claramente establecidos; siendo todas las leyes y reglamentaciones fácilmente accesibles para el público en forma gratuita, consistentes con las buenas prácticas internacionales, que incluye documentos estándar que apoyan una implementación efectiva.	Low	Low
Mitigations:		
Monitoreo y seguimiento a posibles cambios en el marco legal, normativo y regulatorio de política e institucional, del sistema de compras del estado, que pueda afectar la clasificación del riesgo y resulte en la necesidad de incorporar medidas de mitigación y reducir el posible impacto sobre los Proyectos.		
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderate	Moderate
Risk:		
Los entes ejecutores a través de sus unidades responsables de las adquisiciones y contrataciones deben tener la capacidad de servir adecuadamente a las demandas de su estructura y se evaluará la capacidad, la organización y los recursos para confirmar su suficiencia en atender demandas adicionales de los Proyectos del FIDA para poder contar con una adecuada planificación, ejecución, administración y supervisión de los procesos de adquisición y contratación de bienes, obras y servicios de los nuevos Proyectos.	Moderate	Moderate
Mitigations:		
Para las operaciones del FIDA se acuerda 1) establecer arreglos para la implementación y ejecución de los Proyectos a través de Unidades Coordinadoras de Proyectos UCP, con una organización, recursos y conocimiento necesario para la debida y eficiente gestión de las adquisiciones y contrataciones. 2) El MOP desarrolla los procedimientos detallados de adquisiciones y contrataciones aplicables por los actores de los Proyectos, de acuerdo a la normativa, regulaciones y sistemas disponibles consistentes con la normativa nacional y las Directrices del FIDA, incluyendo la integración del PESAC en la gestión de las adquisiciones, así como la observancia a su cumplimiento. 3) El área de adquisiciones y contrataciones de la UCP brinda capacitación y acompañamiento a las organizaciones beneficiarias, y otros actores que tengan responsabilidad en materia de adquisiciones y contrataciones en los Proyectos. 4) Se implementa el sistema integrado de gestión de las adquisiciones y contrataciones Online Procurement End to End (OPEN/CMT) del FIDA, para facilitar el proceso de planificación, ejecución, seguimiento y evaluación de desempeño del área.		
A.3 Public Procurement Operations and Market Practices.	Moderate	Moderate

<p>Risk:</p> <p>Tomando en cuenta el nivel de complejidad de los proyectos que se diseñen, bien sea por el valor de las inversiones y/o el volumen de actividades, y el despliegue en los territorios, existe el riesgo potencial, que se puedan presentar ineficiencias durante la planificación e implementación oportuna de las adquisiciones y contrataciones para atender necesidades previstas en los PACs y Planes de Negocio de los beneficiarios, con posible análisis limitado sobre la disponibilidad de fuentes de suministros confiables, innovadoras y agregadores de valor; así como de llevar a cabo las adquisiciones y contrataciones con los métodos más eficientes, competitivos y transparentes.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>En el marco de los Proyectos del FIDA: 1) Se establecen arreglos para la implementación para la ejecución del de los Proyectos de Unidades Coordinadora de Proyecto UCP, en la medida de lo posible, con una organización, recursos y conocimiento necesario para la debida y eficiente gestión de las adquisiciones y contrataciones. 2) Se apoya la definición de PACs, que reflejen de forma adecuada las actividades del POA y Planes de Negocio, y se clasifican los procesos de acuerdo a los métodos de la normativa aplicable, consistentes con las Directrices del FIDA, y a procedimientos de compras adaptados a las condiciones locales que garantizan métodos justos y transparentes, según se establezca en el MOP; utilizando el OPEN/CMT como herramienta de planificación e implementación de los procesos de adquisición. 3) Se dispone dentro de las UCP de recursos humanos calificados, a nivel central y territorial asignados para atender la gestión de adquisiciones y contrataciones, y el fortalecimiento de los procesos de apoyo, capacitación y acompañamiento en la materia, acorde con la naturaleza de los socios co-ejecutores y organizaciones beneficiarias, y las brechas de información y conocimientos identificadas, cuyo perfil incluirá expresamente, experiencia o conocimiento sobre CPS. El personal de adquisiciones se incluirá en la certificación de adquisiciones del FIDA. 4) En el MOP de los Proyectos, se desarrollan los procedimientos detallados de adquisiciones y contrataciones aplicables por los actores de los Proyectos, de acuerdo a la normativa, regulaciones y sistemas disponibles consistentes con la normativa aplicable y las Directrices del FIDA, así como el uso mejores prácticas y mecanismos de asociatividad, en las decisiones de compra en los Planes de Negocio ; incluyendo los requisitos sobre la prevención y lucha contra el fraude y la corrupción, abuso sexual y la integración del PESAC, en la gestión de las adquisiciones, así como la observancia a su cumplimiento, en todas las actividades de adquisiciones y contrataciones del Proyecto. 5) Se implementa el sistema integrado de gestión de las adquisiciones y contrataciones Online Procurement End to End (OPEN/CMT) del FIDA, para facilitar el proceso de planificación, ejecución y seguimiento del área. 6) Se aplica la estrategia de adquisiciones de los Proyectos y se actualiza según contexto y condiciones del mercado.</p>		
<p>A.4 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Risk:</p> <p>Se esperan riesgos bajos en relación a los mecanismos previstos para la implementación control del marco legal, institucional y regulatorio establecido en el sistema, para favorecer la rendición de cuentas, y auditorías, el acceso a la información, a los mecanismos de reclamaciones o apelaciones, incluyendo quejas y denuncias, y el uso de las medidas éticas y de lucha contra la corrupción; ya que según la evaluación que se realizó con base en los criterios de la MRA para este pilar, se identifica el cumplimiento de las buenas prácticas internacionales desde el punto de vista del marco normativo y las acciones de control que se toman para verificar su cumplimiento. Cabe mencionar, que se identificó un espacio de mejora en la práctica, sobre la oportunidad en la asignación de responsabilidades y aplicación de penalidades ante posibles hechos de corrupción, que permita el cabal cumplimiento de los principios de integridad, transparencia y eficiencia.</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>

<p>Mitigations:</p> <p>No obstante, el nivel bajo de los riesgos de este pilar, será necesario con ocasión de operaciones del FIDA: 1) Monitorear y promover expresa y activamente en los espacios de Iso Proyectos, los principios básicos de supervisión y control, así como de la aplicación de las disposiciones y los mecanismos con los que cuenta el sistema país, para asegurar la justicia, el debido proceso y la conducta ética. 2) Establecer en el MOP, los mecanismos disponibles para la participación de las organizaciones de la sociedad civil de los territorios de intervención y de las organizaciones de beneficiarias, en la supervisión de los procesos de adquisición y contratación de los Proyectos y en el marco de los planes de negocio, respectivamente, bajo estándares de confidencialidad y dentro de la normativa prevista en el país, para ello. 3) Establecer de forma complementaria/supletoria a la normativa nacional, en caso que ésta aplique, en todos los documentos de adquisiciones y contrataciones de los proyectos, el cumplimiento de los requisitos, sobre la prevención y lucha contra el fraude y la corrupción, del FIDA y el uso del formulario de autocertificación del FIDA.</p>		
<p>B.1 Assessment of Project Complexity</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>Se esperan moderados riesgos derivados del amplio y disperso territorio de intervención, la participación de socios-co-ejecutores, el valor de la inversión y volumen de las actividades, que requiere de capacidades para la gestión directa o través de socios co-ejecutores, de los procesos de adquisición y contratación de los PECAs y los medios inclusivos para el desarrollo comercial territorial, con especial atención en lo referente a la administración de los contratos y la naturaleza de la supervisión asociada.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>Se establece una Unidad de Proyecto UCP, independiente del ente ejecutor, con un área competente para la gestión de las adquisiciones y contrataciones que cuenta con Personal especialista en el área y apoyo administrativo a nivel territorial; capaz de articular con los niveles y actores regionales y locales, y comunales, según necesidades de ejecución del Proyecto, y de realizar una supervisión ajustada a niveles de riesgo; apoyada por los procedimientos del MOP y el sistema OPEN del FIDA que incluye la planificación y gestión del PAC, su implementación y el registro, seguimiento y administración de contratos/convenios.</p>		
<p>B.2 Assesment of Implementing Agency Capacity</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>Se espera un volumen importante de procesos de adquisiciones anuales, que requiere una organización con capacidad de gestión suficiente para poder llevar a cabo el ciclo de la gestión de las adquisiciones y contrataciones bajo una estrategia que promueva la eficiencia, en cumplimiento de la normativa nacional, regulaciones y sistemas disponibles consistentes con en cumplimiento de los requisitos, sobre la prevención y lucha contra el fraude y la corrupción, abuso sexual y PESAC.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>

Mitigations: 1) Se establece una Unidad de Proyecto UCP, independiente del ente ejecutor, con un área competente para la gestión de las adquisiciones y contrataciones según los arreglos para la implementación para la ejecución del Proyecto, en cumplimiento de la normativa nacional, apoyada por los procedimientos del MOP y el sistema OPEN del FIDA que incluye la planificación y gestión del PAC, su implementación y el registro, seguimiento y administración de contratos/convenios. 2) Se implementa en la práctica, los requisitos sobre la prevención y lucha contra el fraude y la corrupción, abuso sexual y PESAC en todas las etapas del proceso de adquisición y la capacitación de los funcionarios y beneficiarios del Proyecto, en estas materias. 3) Se establece en el MOP el uso mejores prácticas y mecanismos de asociatividad, en las decisiones de compra en los Planes de Negocio PECAs.		
Project Procurement Overall	Low	Low
Risk: Riesgos de adquisición a nivel de país Parte A: La evaluación del riesgo país sobre el sistema de compras del estado, es baja debido a la presencia de un marco legal, normativo compatible con las buenas prácticas internacionales; estructurado y jerárquico que incluye mecanismos aceptables para garantizar la rendición de cuentas y la transparencia de información, de acuerdo con la evaluación que se realizó sobre la base de los criterios del FIDA. Riesgos de adquisición a nivel específicos de las adquisiciones del Proyecto Parte B: El balance determina riesgos medios a bajos esperados una vez que los arreglos de implementación establecen la ejecución del Proyecto, por su complejidad del proyecto y la capacidad para su implementación, por el valor de las inversiones, el volumen de las actividades y el amplio territorio de intervención.	Low	Low
Mitigations: A) Monitoreo y seguimiento a posibles cambios en el marco legal, normativo y regulatorio de política e institucional, del sistema de compras del estado, que pueda afectar la clasificación del riesgo y resulte en la necesidad de incorporar medidas de mitigación y reducir el posible impacto sobre el Proyecto. B) Los Arreglos de Implementación y Marco organizativo contemplan el establecimiento dentro de la UCP de un área competente para la gestión de las adquisiciones y contrataciones que cuente con personal especialista en el área y apoyo administrativo central y territorial; capaz de articular con los actores regionales y locales, comunales, y organizaciones productoras OPs, según necesidades de ejecución del proyecto, diferenciadas de acuerdo a los componentes, y de realizar una supervisión ajustada a los niveles de riesgo; apoyada por el desarrollo de los procedimientos aplicables en el MOP y el sistema OPEN del FIDA que incluye la formulación y gestión del PAC, su implementación y el registro, seguimiento y administración de contratos/convenios, en cumplimiento de los requisitos, sobre la prevención y lucha contra el fraude y la corrupción, abuso sexual y PESAC.		
Environment, Social and Climate Impact	Substantial	Moderate
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate

<p>Risk:</p> <p>Los riesgos relacionados a la conversión o degradación de biodiversidad, hábitats o servicios eco-sistémicos son: Existe un riesgo moderado relacionado a la adquisición a través de proveedores primarios de materiales de recursos naturales como la madera. Asimismo, existen riesgos bajos relacionados a la conversión o degradación de la biodiversidad, los hábitats (incluidos los hábitats modificados, los hábitats naturales y los hábitats naturales críticos) y/o los ecosistemas y los servicios de los ecosistemas. El incremento de la demanda y oportunidades de comercialización, en ausencia de sistemas de trazabilidad eficientes, puede dar lugar a la ampliación la conversión o degradación de la biodiversidad, los hábitats (incluidos los hábitats modificados, los hábitats naturales y los hábitats naturales críticos) y/o los ecosistemas y los servicios de los ecosistemas. El incremento de las oportunidades de comercialización podría incrementar los ingresos al bosque para recolección e incrementar la posibilidad de encuentros con fauna silvestre amenazada.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>1) Al arranque del proyecto, la unidad ejecutora diseñará, aprobará e implementará un Plan de Gestión Social, Ambiental y Climático que abordará todos los riesgos ambientales determinados, incorporando medidas específicas para gestionar los riesgos relacionados a la conservación de la biodiversidad. Entre las medidas específicas a ser incluidas están: a. Se aplicará la normativa nacional vigente que rige a este tipo de hábitats, en coordinación con las entidades competentes. Para la financiación de ICAs que involucren recursos ubicados en ZA o ZI, se contará con la opinión de compatibilidad del SERNANP respecto a la actividad productiva o infraestructura. b. De no ser posible evitar la intervención en estas áreas ecológicamente sensibles debido a la ubicación de las poblaciones beneficiarias, se desarrollarán y aplicarán los procedimientos, evaluaciones y documentos solicitados bajo las Salvaguarda 1 (Biodiversidad) del FIDA, así como la Lista de verificación para la norma 1 de los PESAC. c. En las ICA, se recomienda apoyar la implementación de sistemas de trazabilidad de las organizaciones beneficiarias del proyecto, para reducir el riesgo de afectación a la biodiversidad en la etapa productiva y post-cosecha en campo (quemadas, apertura de la cobertura boscosa). d. Queda excluido el financiamiento de prácticas de deforestación, cambio del uso de la tierra, quemadas y monocultivos. e. Para ZA y ZI, la propuesta de ICA deberá contar con la opinión de compatibilidad y opinión técnica favorable del SERNANP. f. Elaborar un mapa de ubicación de AP, zona de amortiguamiento - ZA, zona de influencia de ACR - ZI, sitio RAMSAR y humedales de importancia local. Todas las inversiones del proyecto deberán aplicar este mapa como filtro de exclusión geográfica (para AP y sitios RAMSAR) y para la aplicación de regulaciones específicas en el caso de ZA, ZI y humedales de importancia local. g. Se excluirá el financiamiento de ICA que involucren la captura, uso o muerte de especies de flora y fauna en categorías de protección en peligro y en peligro crítico (nacional y UICN), OVM y especies exóticas invasoras. h. Los procesos de adquisiciones de productos provenientes de recursos naturales (madera y no maderables) deberán requerir sustento de la proveniencia legal de dichos productos. En el caso de comunidades nativas o campesinas, adicionalmente el proyecto requerirá el consentimiento libre, previo e informado. i. Los documentos para la adquisición de materiales como madera, incluirán cláusulas que indiquen que debe proceder de plantaciones manejadas o materiales reciclados (aglomerados), con un enfoque de compras públicas sostenibles.</p>		
<p>Resource Efficiency and Pollution Prevention</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>

<p>Risk:</p> <p>1) Existe un riesgo relacionado a una producción agrícola y pecuaria no sostenible. Por ejemplo, mediante las ICA el proyecto podría financiar cadenas de valor que involucran cultivos perennes, frutales, crianza de ganado mayor y menor, acuicultura, pesca, entre otras actividades que involucran seres vivos.</p> <p>2) Asimismo, es posible que se produzca un consumo significativo de recursos naturales, agua y energía. Por ejemplo, la habilitación de mercados, centros de acopio, centros de procesamiento, puede incrementar el consumo de energía (alumbrado, ventilación, cadena de frío, calentadores) y agua (para procesamiento, lavado de productos, sistemas de refrigeración, entre otros). El incremento del consumo de agua es de particular importancia en las zonas de intervención con mayor riesgo de sequía (sierra sur).</p> <p>3) Un impacto indirecto que podría generar el proyecto es la aplicación de agroquímicos, lo que podría resultar del incremento de la producción bajo sistemas convencionales, ante mejoras en las oportunidades de comercialización, y considerando la ausencia de sistemas de trazabilidad y que el proyecto no abordará la etapa productiva.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>
---	--------------------	--------------------

<p>Mitigations:</p> <p>1) En el PGSAC, se incorporarán medidas como:</p> <p>a. De acuerdo al nivel de impacto asociado a un plan de inversión sobre transformación de productos agrícolas, pecuarios y forestales, incluyendo vías de acceso, podría requerirse la certificación ambiental en el marco del SEIA (Listado de proyectos de inversión sujetos al SEIA[1]) o la evaluación de un Informe de Gestión Ambiental por MIDAGRI. Una vez que se desarrolle con mayor detalle el tipo, ubicación, envergadura de la infraestructura que financiará el proyecto, se recomienda coordinar con SENACE y la DGAAA-MIDAGRI, para establecer el procedimiento a seguir</p> <p>b. Incorporar en el MOP como requisitos obligatorios a) las ICA deberán contar con planes de gestión de residuos generados durante la producción, procesamiento, empaque, etc. (componente 1, act. 1.3 primera y segunda selección).</p> <p>c. Se promoverá el uso de energías renovables para el funcionamiento de la infraestructura de apoyo a la comercialización; así como incorporar innovaciones (diseños, tecnologías y equipos, entre otros) que maximicen la eficiencia en el gasto energético (por ejemplo para alumbrado, ventilación, almacenamiento de los productos). Se espera que el uso de energías renovables tenga impacto en la reducción de la brecha de acceso a energía eléctrica y la reducción de costos para los productores.</p> <p>d. Promover la producción ambientalmente sostenible, favoreciendo la asociación con mercados más exigentes y apoyando la articulación de los productores organizados con programas del Estado para comercialización bajo estándares de eficiencia en el uso del agua (huella hídrica) o reducción de emisiones GEI (huella de carbono).</p> <p>e. En el diseño para la construcción o remodelación de infraestructura productiva, se incluirán tecnologías y prácticas eficiente y de bajo costo que garanticen el uso óptimo de agua y energía, incluyendo sistemas de recolección y captura de agua, procesos de recirculación interna, equipamiento y líneas de producción que incorporen el consumo eficiente de agua y energía.</p> <p>f. En relación a las ICA que involucren acuicultura a) se excluirá del ámbito de intervención los humedales ubicados en AP; b) las ICA que involucren recursos de humedales de importancia a nivel local, deberá tener en cuenta las Orientaciones técnicas de la FAO para la pesca responsable-Desarrollo de la acuicultura (FAO, 1997), [disponibles en: ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/003/w4493s/w4493s00.pdf] [...]; la Declaración y Estrategia de Bangkok para el desarrollo futuro de la acuicultura (NACA/FAO, 2000), [disponible en: www.fao.org/docrep/003/AB412E/ab412e28.htm].</p> <p>g. Queda excluido el financiamiento de prácticas agropecuarias o de otro tipo que involucren el uso de pesticidas sumamente peligrosos, muy peligrosos y moderadamente peligrosos según clasificación de la OMS. Se fomentará la producción y aplicación de insumos orgánicos.</p> <p>h. Se aplicarán la cláusula v) b) de la Lista de Exclusión en materia ambiental y social.</p> <p>i. Se aplicará la Lista de verificación para la norma 2 de los PESAC.</p>		
Cultural Heritage	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>El proyecto podría involucrar o conducir a la utilización de formas tangibles y/o intangibles (prácticas, conocimiento tradicional) de patrimonio cultural de pueblos indígenas. Adicionalmente, el proyecto podría involucrar o conducir a la utilización de formas tangibles y/o intangibles (prácticas, conocimiento tradicional) de patrimonio cultural para comercialización de productos con valor añadido u otros propósitos.</p>	Moderate	Moderate

Mitigations: 1) Se excluirá de la intervención los sitios reconocidos como Patrimonio Cultural por el Ministerio de Cultura o por pueblos indígenas. 2) El proyecto asegurará la participación efectiva de los pueblos indígenas mediante el CLPI. 3) Se deberá tramitar el CIRA (Certificado de Inexistencia de Restos Arqueológicos), y de ser necesario el Plan de Monitoreo Arqueológico (PMA), antes de realizar obras de infraestructura. De existir restos arqueológicos se deberá reubicar la actividad o infraestructura.		
Indigenous People	Substantial	Substantial
Risk: El proyecto se ejecutará en áreas en las que están presentes Pueblos Indígenas.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1) El proyecto cuenta con el Plan de Pueblos Indígenas que incluye el CLPI con medidas positivas. El proyecto aplicará el CLPI si se requiera dar uso a los conocimientos y prácticas tradicionales, para fomentar una distribución equitativa de los beneficios. Se observará la normativa vigente para la protección de conocimientos colectivos (Ley N° 27811). 2) El proyecto incorporará acciones afirmativas para la participación de pueblos indígenas, por ejemplo, en las convocatorias otorgar mayor puntaje a las organizaciones conformadas por indígenas.		
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
Risk: 1) El riesgo de que el proyecto cause consecuencias negativas importantes en el estado de salud o la seguridad física, mental, nutricional o social de una persona, un grupo o una población, como resultado de, entre otras cosas, la violencia de género.	Moderate	Moderate
Mitigations: 1) Se velará por el cumplimiento con la normativa laboral nacional y los estándares establecidos por Convenios Internacionales; 2) Se gestionará la articulación institucional, incluyendo Agencias de ONU para la capacitación y manejo de protocolos de actuación por parte de las OP y AGRORURAL; 3) Se incorporarán en las ICA medidas para la gestión de los riesgos sociales 4) Se aplicará la Lista de Exclusión en materia ambiental y social		
Community health, safety and security	Moderate	Moderate
Risk: 1) El riesgo de que el proyecto dé lugar a prácticas de explotación laboral (como el trabajo forzado o el trabajo infantil), violencia de género y condiciones de trabajo discriminatorias, insalubres y poco seguras para las personas que trabajan específicamente en relación con el proyecto, incluidos terceros y proveedores primarios	Moderate	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>1) A fin de prevenir riesgos relacionados con la afluencia de trabajadores relacionada a las actividades del Proyecto, se incorporarán medidas en el PGSAC tales como:</p> <p>a. personal contratado para el emplazamiento de infraestructura productiva, será capacitado en las normas sobre salud y seguridad laboral, así como en las políticas y normas sobre acoso, abuso y explotación sexual nacionales y del FIDA.</p> <p>b. La implementación y monitoreo de dichas normas será responsabilidad directa de los contratistas.</p> <p>c. Se priorizará la mano de obra local, especialmente jóvenes y mujeres.</p> <p>d. Se aplicará la Lista de Verificación de la Norma 6 de los PESAC.</p> <p>2) La UCP velará por el cumplimiento con la normativa laboral nacional y los estándares establecidos por Convenios Internacionales;</p> <p>3) Articulación institucional, incluyendo Agencias de ONU para la capacitación y manejo de protocolos de actuación por parte de las OP, Comités de Evaluación, UCP;</p> <p>4) Incorporarán las ICA medidas para la gestión de los riesgos sociales;</p> <p>5) En caso aplique, cuando hayan mejoras a los mercados que incluyan ajustes en términos de seguridad vial, el Proyecto garantizará que dichas intervenciones se realicen de acuerdo a los requisitos legales nacionales, los procedimientos del PESAC del FIDA, teniendo en cuenta medidas de mitigación y gestión para hacer frente a los riesgos a terceros y los posibles impactos en la salud y la seguridad de las comunidades y trabajadores/as, para prevenir cualquier afectación a los derechos humanos. Para tal efecto, se establecerán estos requisitos en los contratos o convenios que se suscriban para la ejecución de estas actividades. Esto incluirá una evaluación sobre seguridad vial para cada tramo a ser intervenido, así como el monitoreo respectivo</p> <p>6) Se aplicará la Lista de Exclusión en materia ambiental y social.</p>		
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>Inexistente</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>N/A</p>		
Greenhouse Gas Emissions	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>No se esperan emisiones significativas por las actividades del proyecto</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>No están previstas.</p>		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
<p>Risk:</p> <p>1) Los medios de vida de la población objetivo pueden verse afectados por efectos del cambio climático. El cambio climático ha intensificado los eventos extremos, y se observa una aparente tendencia al incremento de desplazamientos internos de población, como parte de sus estrategias de adaptación. Los desplazamientos afectan la seguridad alimentaria de las personas.</p> <p>2) La afectación de vías de transporte por eventos climáticos puede incrementar la vulnerabilidad social y económica de los pequeños productores.</p>	Substantial	Substantial

Mitigations: 1) Mediante las ICAs para las cuales tenga relevancia este riesgo, el proyecto promoverá la comercialización de cadenas de valor de especies mejor adaptadas al cambio climático (especies nativas, de la agrobiodiversidad, especies subutilizadas y olvidadas para la nutrición). 2) Desde el componente 2, el proyecto aportará en la difusión de información agroclimática y sobre alertas tempranas generada por el SENAMHI para los territorios de intervención.		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Risk: 1) El riesgo de que no se haya definido claramente a las partes interesadas, o de que la información difundida, la consulta y coordinación con las partes y la participación de las mismas en la aprobación de los objetivos del proyecto, la ejecución de las intervenciones y la promoción de buenas prácticas ambientales y sociales (por ejemplo, con gobiernos, grupos objetivo del proyecto, organizaciones de la sociedad civil, asociados en la ejecución, sector privado, incluidos intermediarios financieros) no sea adecuada o suficiente, lo cual puede dar lugar a que las partes lleguen a interpretaciones erróneas o muestren oposición, o provocar duplicación o incongruencias entre asociados que trabajan en la misma zona objetivo que puedan perjudicar la ejecución del proyecto y la consecución de sus objetivos de desarrollo	Moderate	Moderate
Mitigations: 1) El proyecto cuenta con un Plan de Participación de Partes Interesadas Divulgación de Información, Retroalimentación y Reparación de Agravios (PPPI), desarrollado durante la misión de diseño. 2) La UCP se encargará de la actualización del PPPI en las diferentes etapas del proyecto mediante la combinación de diversas técnicas participativas determinando las frecuencias e identificando las estructuras (OP, grupos de mujeres, jóvenes, líderes/as, autoridades nativas, integrantes de los Comités, por ejemplo) más efectivas. 3) El proyecto cuenta con la estrategia de género e inclusión social que contiene lineamientos que aseguran la integración de poblaciones en condición de vulnerabilidad en los servicios ofrecidos directamente, fortaleciendo sus capacidades para lograr el empoderamiento económico, político y redistribución de la carga laboral. 4) El personal de la UCP recibirá capacitación sobre los principios del PGSAC del FIDA, incluido el CLPI, la importancia de la participación y la retroalimentación de los grupos beneficiarios, así como en el enfoque participativo del seguimiento y evaluación, aprovechando las lecciones y buenas prácticas utilizados por otros proyectos respaldado por el FIDA en el país (seguimiento y evaluación por imágenes, eventos públicos de rendición de cuentas, informes de seguimiento adecuados a los grupos, entre otros).		
Stakeholder Grievances	Low	Low
Risk: 1) El riesgo de que el proyecto no cuente con procesos eficaces de resolución de reclamaciones y quejas (entre otros, con respecto a denuncias de incumplimiento de las normas ambientales, sociales y climáticas del FIDA, fraude, corrupción o casos de explotación y abusos sexuales), lo cual puede dar lugar a que las quejas de las partes queden desatendidas, perjudicando de esta manera la ejecución del proyecto y la consecución de sus objetivos de desarrollo.	Low	Low

<p>Mitigations:</p> <p>1) MERCAGRO contará con un mecanismo de reparación de quejas para recibir y abordar quejas, inquietudes, consultas y sugerencias sobre iniciativas propuestas en el marco del principio de reserva de la información relativa a la identidad del denunciante. Este mecanismo se basa en la experiencia de los proyectos respaldados por el FIDA en el país y será actualizado conforme la dinámica de la ejecución y en conformidad al portal de reclamos de la Presidencia de la República de Perú y a las directrices del FIDA.</p>		
---	--	--